

SHERBROOKE A8

Un parcours-santé pour les aînés voulant garder une bonne forme



Téléphoto, Claude Croisetière
Le maire Paul Gervais à la chaise dynamique.

Développement Dubreuil

Du sable, ils en mangent

□ Un problème qui revient depuis 1981

Denis DUFRESNE Fleurimont

Les citoyens du Développement Dubreuil, à Fleurimont, en ont plus que marre d'être envahis par de la poussière de sable provenant de la Gravière Saint-François, située à quelque 80 mètres de certaines résidences.

«C'est une poussière de sable qui se dépose partout», déplore André Nault, un résident de la rue Aéronka à la tête d'un comité de citoyens qui s'est présenté hier soir au conseil municipal de Fleurimont pour réclamer une solution.

Les jours où le vent se lève le moins, les résidents des rues Aéronka, Caravelle, ainsi que de Cesna et Concorde, dans une moindre mesure, en mangent du sable: ils en trouvent sur leur véhicule, dans leur assiette s'ils bouffent à l'extérieur et au fond de leur piscine, sans compter que si par malheur une fenêtre est demeurée ouverte, le plancher de la pièce écope...

«On calcule que c'est une atteinte à notre confort et à notre bien-être, on n'est pas capable de cirer nos voitures, de manger à l'extérieur et on doit s'enfermer les fins de semaine parce on ne peut pas vivre à l'extérieur», dit M. Nault, qui, comme ses voisins, n'a pu pleinement profiter de la belle température du dernier week-end.

«Dimanche, tout le monde était écoeuré et le vent n'était même pas fort», ajoute M. Nault. Selon lui, la situation s'est détériorée depuis l'abattage d'une rangée d'arbres en bordure de la zone d'exploitation.

Chez M. Nault, hier après-midi, il était facile de constater la présence d'une fine poussière sur plusieurs objets, du toit de la voiture, à la selle de bicyclette, en passant par les marches menant à la piscine.

La situation n'est cependant pas nouvelle, puisque le problème est revenu sporadiquement depuis 1981 dans ce secteur de Fleurimont!

Le conseiller municipal Jean-Pierre Taschereau estime cependant «que la Ville a toujours essayé de trouver une solution aux problèmes, au fond c'est au MENVIO d'agir.»

Il refuse d'ailleurs de blâmer la compagnie, qui, croit-il, «a travaillé et a amélioré» la situation.

Offensive

De l'avis d'André Nault, qui a obtenu via la loi d'accès à l'information une copie du dossier du ministère de l'Environnement du Québec (MENVIO) sur la compagnie qui exploite la sablière, Gravière Saint-François ne posséderait pas de certificat d'autorisation depuis 1990.

«Il y a deux plaintes du comité de citoyens auprès du MENVIO: une qui concerne les certificats d'autorisation qui à mon sens n'ont jamais été émis et l'autre pour atteinte à notre confort et notre bien-être», explique M. Nault.

Ce dernier doit rencontrer vendredi la députée de Saint-François et vice-première ministre, Monique Gagnon-Tremblay, pour la sensibiliser au problème.

Les élus municipaux de Fleurimont ont quant à eux adopté hier soir une résolution d'appui aux citoyens et le maire Francis Gagnon doit s'entretenir dès aujourd'hui avec l'attaché politique de Mme Gagnon-Tremblay, Jean-Yves Laflamme.

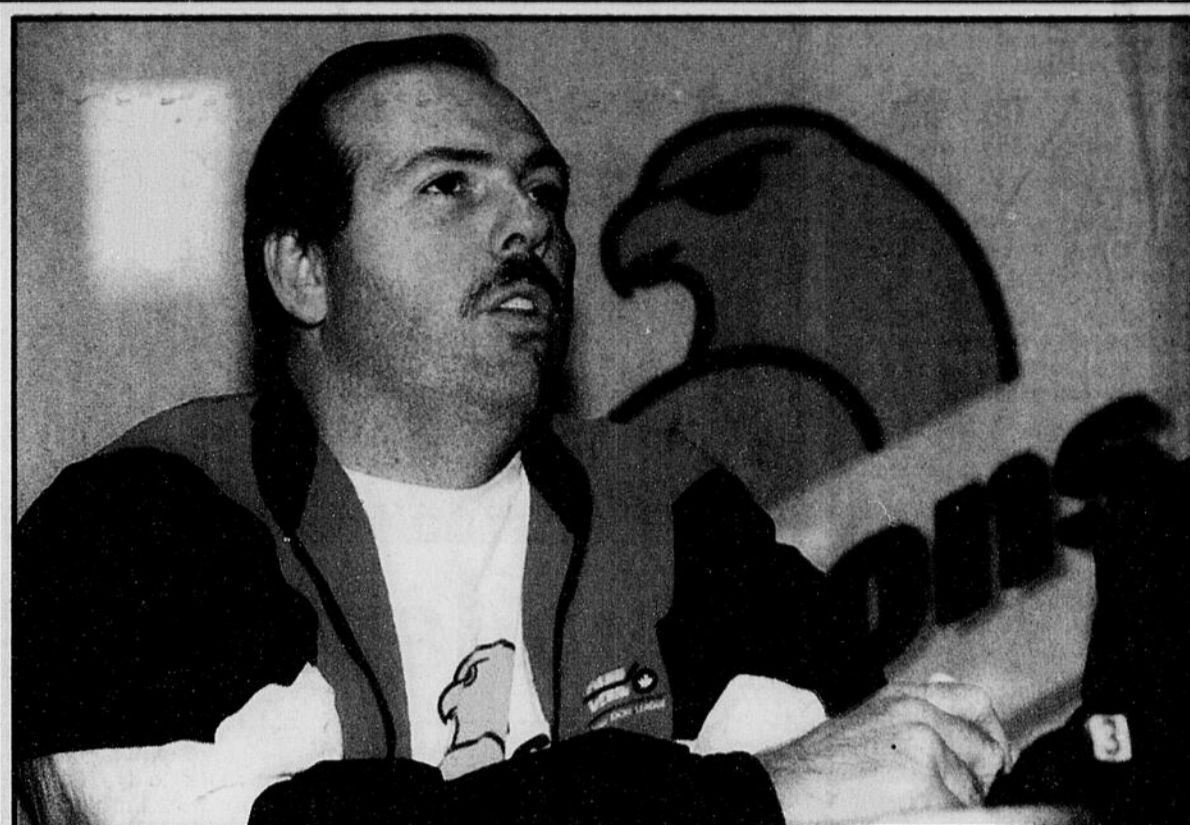
«On veut dire que la municipalité est consciente de leur problème et veut que le ministère apporte une solution», a-t-il indiqué hier soir à l'issue d'une assemblée à laquelle ont participé une cinquantaine de citoyens.

«Je ne veux pas créer de fausses attentes, ce que je préconise c'est une solution globale avec le MENVIO; je ne peux pas vous dire autre chose», a répété à quelques reprises M. Gagnon aux citoyens présents.

Plusieurs n'ont pas hésité à exprimer aux élus leur impatience face à ce problème, dont Cécile Rousseau qui s'était impliquée dans le dossier en 1985 et se demande «pourquoi est-on obligé de se battre contre une gravière et pourquoi il faut que les citoyens prennent ça en main et là ça recommence!».

Richard Fontaine, un autre résident de la rue Aéronka, estime lui qu'«on tourne en rond, la compagnie se fout des citoyens et de la Ville».

«Pour le moment, ce qui me déplaît c'est qu'à tous les huit ans il faut recommencer; ils savaient très bien qu'en grugeant à 250 pieds de nos maisons il y aurait des problèmes».



Après sept ans à la tête d'équipes juniors, Guy Chouinard ne croit pas avoir besoin d'un stage dans la Ligue américaine.

Chouinard se sent d'attaque pour diriger les Nordiques

Il se promet bien de le faire savoir à Pierre Lacroix

Mario GOUPIL Sherbrooke

«Je vais faire savoir à Pierre Lacroix que je suis intéressé.»

Guy Chouinard est originaire de Québec et il rêve de diriger les Nordiques dans la Ligue nationale. L'entraîneur des Faucons a signé un nouveau contrat de trois ans avec les Faucons la semaine dernière, mais il est libre de négocier avec les Nordiques ou avec toute autre organisation de la LNH qui pourrait se montrer intéressée à ses services.

Chouinard connaît bien le nouvel homme de hockey des Nordiques, Pierre Lacroix. «Je ne suis pas intime au point de l'appeler demain matin pour lui demander de jouer au golf avec moi, mais nous nous connaissons assez bien. C'est sûr que le poste m'intéresse et comme je n'ai pas d'agent, je vais faire en sorte qu'il le sache.»

Pierre Lacroix et Guy Chouinard avaient un ami commun: Michel «Bunny» Larocque, décédé il y a quelques années. Ils avaient eu la chance de mieux se connaître lorsqu'ils ont assisté à ses funérailles.



Michel Bergeron

• Michel Bergeron sera le choix de Pierre Lacroix — Ghislain Delage

• Marcel Aubut vient de sauver la concession — Georges Guilbault

À lire en C1

ÉCONOMIE D1

Investissement de 750 000 \$ aux Promenades King

Chez nous

Stoke

Un système expérimental d'épuration des eaux fait ses preuves

Coaticook

Serge Arsenault lance un appel à la concertation

Drummond

Un bataille inutile estime Jean-Guy Saint-Roch

Thetford Mines

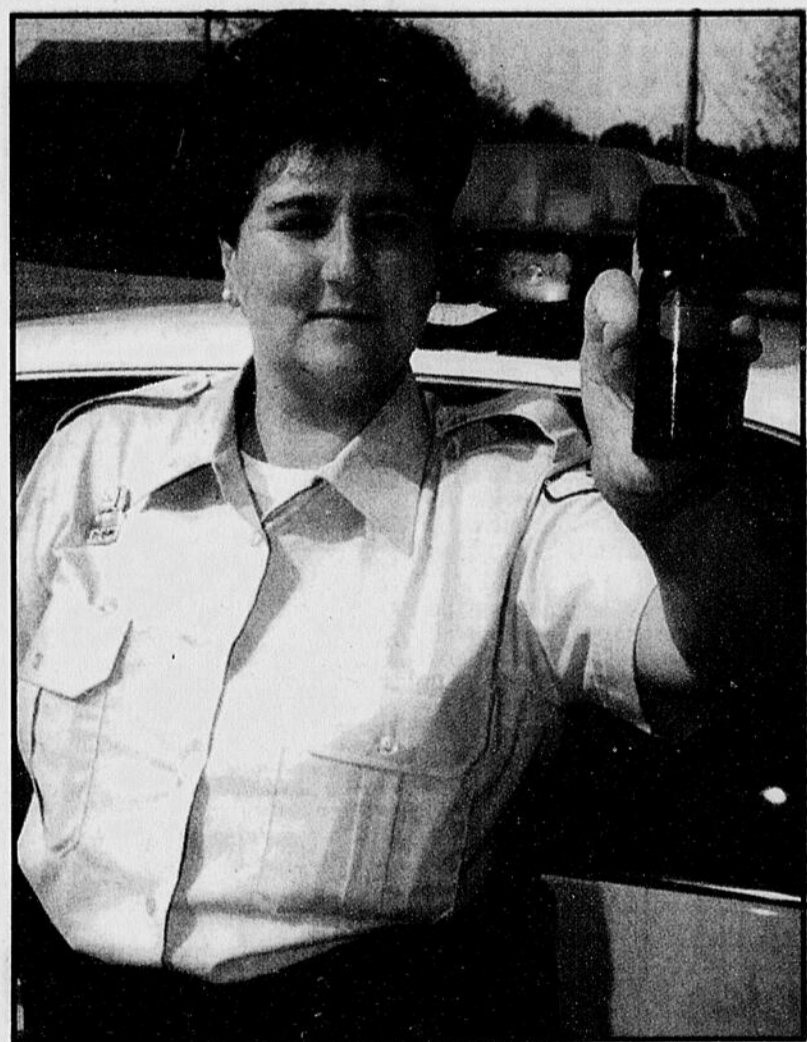
Une note de 1,2 million \$ pour réparer les toitures d'écoles

CAHIER B

MÉTÉO A2

(145e jour de l'année)

Pluie cessant en soirée: maximum 18
Lever du soleil: 5h07
Coucher du soleil: 20h22
Demain: éclaircies
Prob. d'averses: 30 %



Téléphoto, Claude Poulin
Pour éviter les blessures dans les situations où la confrontation physique est imminente, les membres de Métro Police Ascot-Lennoxville ont à leur disposition une arme intermédiaire: la bonbonne d'oléorésine de capsicum.

Métro Police ajoute le poivre de Cayenne à son arsenal

Pierre SAINT-JACQUES Huntingville

Les membres de Métro Police Ascot-Lennoxville ont ajouté depuis deux semaines une nouvelle arme à leur arsenal: une bonbonne de poivre de Cayenne ou, plus scientifiquement, d'oléorésine de capsicum.

«Il s'agit d'une arme intermédiaire, entre l'arme à feu conventionnelle et la matraque. La loi permet au policier d'utiliser cette arme mais elle est prohibée pour le commun des citoyens», a expliqué le capitaine Jacques Gagnon, de Métro Police.

Les policiers ont utilisé le jet de poivre deux fois depuis une quinzaine de jours. Dans les deux cas, les suspects s'en étaient pris ou voulaient s'en prendre physiquement à un policier et à une policière.

Les suspects avaient bu et avaient opté pour la bagarre. L'effet a été foudroyant et sans effet secondaire. La bonbonne a permis de désamorcer des situations tendues où il y avait danger physique tant pour les policiers impliqués que pour les suspects. Les résultats ont dépassé ce qu'on avait anticipé.

«Le but est d'assurer la sécurité du policier mais également du suspect ou de la personne à maîtriser. Nous éviterons des blessures, cela ne fait aucun doute et du même coup, nous épargnerons des coûts sociaux importants en termes de blessures, de congés de maladie, de frais de CSST», a ajouté le capitaine Gagnon qui travaillait sur ce projet depuis six mois.

Tous les policiers ont reçu une formation d'une heure et demie afin de savoir comment utiliser la bonbonne qui est accrochée à leur ceinturon.

Aux États-Unis, on utilise l'oléorésine de capsicum dans l'arrestation de matamores ou suspects rébarbatifs depuis 1982.

Le produit s'infiltrait dans les muqueuses (yeux, nez, bouche). Le réflexe du suspect atteint par le jet est de laisser tomber l'objet qu'il tient et de porter les mains à son visage. Il perd ses capacités de motricité pendant une trentaine de minutes.

Au coût de 15 \$, la bonbonne d'oléorésine de capsicum peut être utilisée environ 25 fois.

Selon les informations que l'on possède, Métro Police Ascot-Lennoxville serait le seul corps policier dans la région à posséder et utiliser cette arme intermédiaire.

LA BONNE NOUVELLE
3,5 millions \$ aux jeunes et aux familles

La ministre de la Santé et des Services sociaux, Lucienne Robillard, annonce le versement de 3 600 000 \$ dès cette année, une somme qui sera récurrente et annualisée à 4 800 000 \$ au 1er avril 1995, pour l'implantation ou la consolidation de programmes de prévention et de protection destinés aux jeunes et à leur famille.

L'aide versée aux régions régionales de la santé varie d'une région à l'autre. C'est ainsi que l'Estrie (05) obtient 202 832 \$, ce qui est nettement moins que la région de Trois-Rivières (04) avec 382 228 \$ ou encore Chaudières-Appalaches avec 288 986 \$. Au 1er avril 1995, ces trois régions recevront respectivement 270 443 \$, 509 638 \$ et 385 315 \$.

Ces argents proviennent du Plan d'action jeunesse.

LE VIEUX CARRÉ CULTUREL DE L'ESTRIE PRÉSENTE
une expérience
Art
DU COMMUN
DANS L'ESTRIE
DU VAL SAINT-FRANÇOIS

LES 28 ET 29 MAI À RICHMOND

Rassemblement choral

Pour information: 569-9731

Consultez nos annonces les samedis du mois de mai dans le cahier Arts et spectacles du journal La Tribune

EMPLOIS DU JOUR

Démonteur/euse (casseur voitures)

Code prof: 7321 # 2862550
Lieu: Saint-Élie d'Orford
Salaire: à discuter
Exigences: posséder carte démonteur et ses propres outils, personne responsable
Fonctions: démonte voitures usagées pour vente de pièces.

Éducateur-surveillant/e

Code prof: 6462 # 2866000
Lieu: Sherbrooke
Salaire: 6.83 \$/heure
Exigences: Secondaire V, maturité, connaissance en relation d'aide et facilité à transiger avec clientèle, liste de rappel jour, nuit, fin de semaine
Fonctions: assurer bon ordre au centre résidentiel auprès de contrevenants adultes, entretenir bonnes relations.

Chef cuisinier/e

Code prof: 6241 # 2865429
Lieu: Rock Forest
Salaire: selon expérience et compétences
Exigences: chef avec expérience et responsable de cuisine, capable de superviser du personnel, connaissance des achats et autres tâches pertinentes au chef dans une brasserie
Fonctions: superviser la cuisine, achats, inventaire, confection de menus.

Installateur de piscines

Code prof: 7441 # 2866127
Lieu: Rock Forest
Salaire: à négocier selon expérience
Exigences: très bonne condition physique, travail exigeant physiquement, expérience en construction, habiletés manuelles, bon travailleur, expérience au niveau du ébton
Fonctions: faire installations de piscines chez les clients.

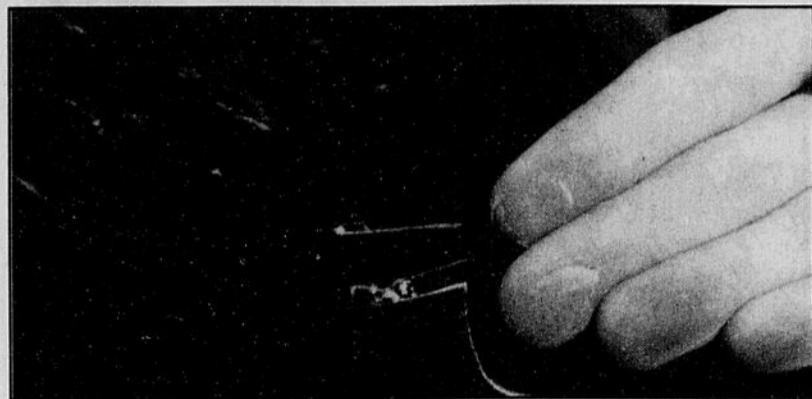
Chauffeur/déménageur

Code prof: 7411 # 2866228
Lieu: Rock Forest
Salaire: à discuter
Exigences: permis de conduire classe 1, expérience comme chauffeur/déménageur obligatoire, responsable, bonne forme physique, disponible jour, soir (7 jours)
Fonctions: conduire le camion et diriger le travail (déménagement de meubles).

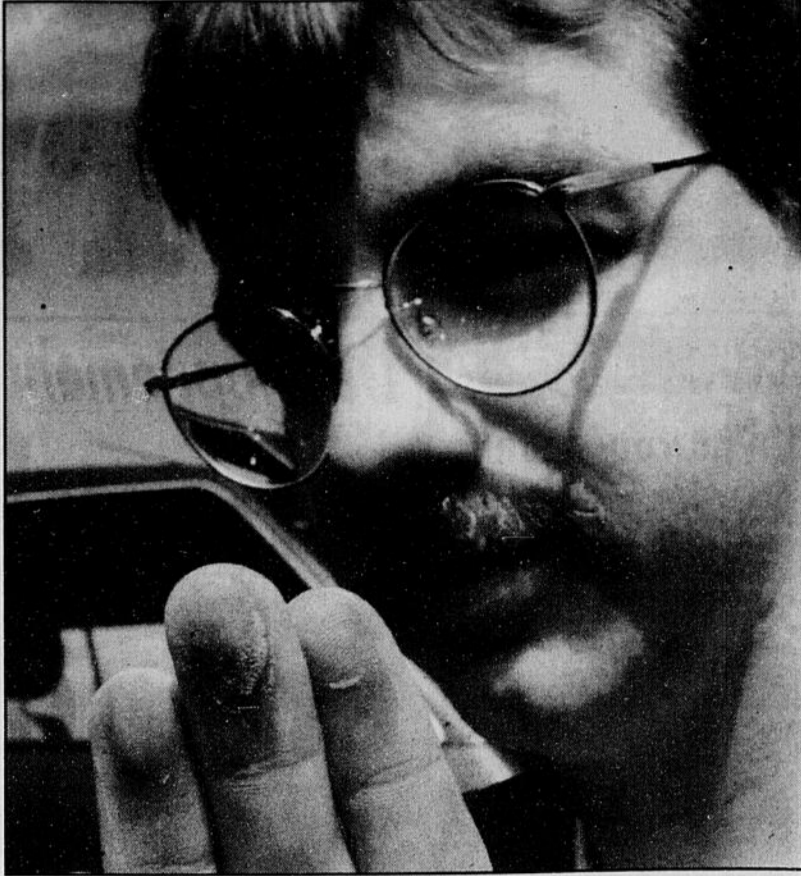
Inspecteur/trice contrôle qualité (textile)

Code prof: 9444 # 2858180
Lieu: Weedon
Salaire: 8 \$/heure
Exigences: expérience en contrôle de qualité ou expérience contremaître/esse
Fonctions: vérifier le niveau de qualité des opérations, détecter et signaler les anomalies.

Veillez vous présenter à votre Centre d'emploi du Canada afin de consulter les offres dans les guichets informatisés d'emploi ou téléphoner à Info-Centre: 564-5970, 564-5983. Une initiative de La Tribune en collaboration avec le Centre d'emploi.



Téléphoto par Claude Croisatière
La floraison des arbres comme le peuplier et le bouleau est en plein développement. En témoignent, ces chatons ou minous. Les fleurs mâles produisent des quantités industrielles de pollen qui une fois dispersé dans l'air, se colle à tout objet comme ce capot de voiture. Notre journaliste-stagiaire Steve Bergeron en a ramassé un échantillon sur ses doigts.



Le pollen laisse des traces et fait jaser

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

En plus de faire le bonheur des résidents de la région, le temps doux de la fin de semaine a provoqué une véritable explosion de la nature. Résultat: les arbres ont lancé dans les airs des tonnes de pollen dont les traces, sur les voitures et à la surface des flaques d'eau ou des lacs, sont évidentes au point d'avoir semé un certain émoi parmi la population.

Hier matin, le bureau du ministère de l'Environnement à Sherbrooke était inondé d'appels télé-

phoniques de la part de citoyens intrigués par la présence d'une poudre jaunâtre dans leur voisinage. Agente d'information au ministère, Hélène Beauchesne a indiqué que les gens craignaient qu'un agent polluant comme de la peinture se soit répandu dans l'environnement.

Selon Thérèse Otis, spécialiste de l'arbre à l'emploi du ministère fédéral de l'Agriculture à Saint-Jean sur Richelieu, le phénomène observé au cours des derniers jours ne peut être plus naturel. Elle a expliqué que les arbres, tout spécialement les peupliers, les saules et les bouleaux ont des fleurs mâles dont les étamines libèrent du pollen dont

la mission est de féconder les fleurs femelles par l'intermédiaire du pistil.

«Le beau temps s'est fait attendre, a-t-elle dit, de sorte que le réveil de la nature s'est effectué tout d'un coup, en l'espace de deux ou trois jours. Toutes les fleurs se sont ouvertes en même temps, et cette concentration a fait en sorte que les gens ont remarqué la présence du pollen.

Le pollen, a-t-elle ajouté, ressemble à un poussière jaunâtre. Très léger, il voyage facilement, et poussé par de grands vents il peut parcourir des kilomètres et des kilomètres avant de retomber. Tous les arbres

qui ont des chatons ou des minous à l'allure ronde et grise, laissent échapper des quantités industrielles de pollen. Il n'y a rien d'inquiétant, rien en tout cas pour sortir le savon!»

Biologiste et agent d'information à l'emploi du ministère des Ressources naturelles à Sherbrooke, Yves Lauzière a précisé que les érables argentés, rouges et à sucre sont aussi en partie responsables de la «tempête» de pollen. Il a précisé que nous retrouvons cette espèce en grande quantité en Estrie, spécialement à Sherbrooke.

«Nous sommes dans la période intense de floraison, a-t-il dit. Il n'y

a pas de danger pour la santé, et il semble que le pollen d'arbre soit moins allergène que celui des plantes.»

Pour sa part, Michel Perron du ministère provincial de l'Agriculture à Sherbrooke a affirmé que les arbres fruitiers comme les pommiers produisaient de grandes quantités de pollen. Les traces de pollen sont facilement visibles puisque la substance est légèrement collante, «de façon à adhérer aux pattes des insectes et au pistil des fleurs mâles. C'est un phénomène tout à fait naturel et il en faut si on veut avoir des fruits.»

L'usage des pesticides encore largement toléré

Magog devrait joindre sous peu le club très sélect des municipalités qui régissent leur utilisation

Jean-François GAZAILLE Sherbrooke

Vous pouvez y aller allègrement avec vos brumateurs et autres épandeurs de pesticides. Il n'y pas un inspecteur qui vous épiera car, hormis Sherbrooke, Saint-Denis-de-Brompton et Lac-Mégantic, les principales villes de l'Estrie n'ont toujours pas de réglementation en la matière. Mais certaines, telles Magog, pourraient bien adopter des politiques claires dans un proche avenir.

Depuis le printemps 1993, un règlement municipal interdit aux Sherbrookoises d'utiliser ces produits entre le 15 juin et le 1er août, sauf pour les cas urgents ou exceptionnels.

En dehors de cette période, les entreprises et les citoyens doivent se soumettre à des règles très strictes et tenir compte de plusieurs facteurs tels la vitesse des vents, la température, la proximité des parcs et des cours d'eau, etc.

Du reste, la Ville de Sherbrooke

n'entend pas apporter de modifications à sa politique sur les pesticides. Et l'imminence de l'adoption - prévue pour l'automne prochain - de règlements en la matière par le gouvernement du Québec ne semble pas provoquer de branle-bas dans les conseils municipaux. «On s'en tient au règlement actuel», a indiqué Jean-Guy Gagnon, chef de la division des Permis et inspection de la Ville de Sherbrooke.

L'application de ce règlement relève d'une seule personne, soit l'inspecteur responsable de la salubrité et de l'environnement. Depuis un an, il a enregistré entre 30 et 40 demandes de vérification déposées par des citoyens. De plus, il a rencontré tous les entrepreneurs en aménagement paysager de Sherbrooke pour les mettre au parfum. Selon Jean-Guy Gagnon, s'il existe un groupe qui n'a pas à se plaindre du règlement, ce sont bien eux. «Ils n'ont pas intérêt à mettre trop d'engrais et de pesticides s'ils veulent que leur contrat soit rentable», a-t-il laissé tomber.

Pour sa part, le service de l'Envi-



Depuis le printemps 1993, un règlement municipal interdit aux Sherbrookoises d'utiliser des pesticides du 15 juin au 1er août, sauf pour les cas urgents ou exceptionnels.

ronnement de la Ville de Magog songe à recommander un projet de règlement, mais scrute ce qui se trame à Saint-Lazare, en banlieue

de Montréal, où le conseil municipal a adouci la politique mise en place par Hudson. Cette dernière interdit carrément depuis 1991 les pesticides sur son territoire et un jugement de la Cour supérieure du Québec lui a donné raison.

«Il faut être capable d'offrir quelque chose en contrepartie aux citoyens, a expliqué Georges Blouin, directeur du service de l'Environnement de Magog. Je ne sais pas encore quoi. On va se pencher là-dessus, peut-être à la fin de l'été.» Le personnel des travaux publics donne

déjà le ton. «On essaie d'utiliser des produits verts. C'est une façon de travailler, mais ce n'est pas une règle.» M. Blouin et son équipe cherchent donc à connaître davantage ce qui se fait ailleurs avant de soumettre au conseil de ville de Magog un projet de règlement sur les pesticides.

À Coaticook, les pesticides ne semblent pas être au coeur des préoccupations de l'Hôtel de Ville. «Il n'a pas de réglementation, a confirmé le directeur de la Ville, Roma Fluet. Jusqu'à maintenant, le conseil n'a pas été saisi de cette question, mais s'il y a des recommandations, la ville va suivre le mouvement.» C'est aussi le cas de municipalités telles Fleurimont, Rock Forest.

«Nous n'avons pas de règlements sur les pesticides, a dit Pierre Ménard, directeur de la Ville de Rock Forest. De toute façon, nous n'aurions pas de ressources pour les faire appliquer. Nous n'avons qu'une seule personne affectée à la surveillance des bâtiments. Sherbrooke a des gens pour ça.» Du reste, le service horticole de Rock Forest s'est imposé une ligne de conduite en l'absence de cadre légal. Les employés ont laissé tomber les engrais et pesticides et préfèrent mettre en terre des plantes qui éloignent les insectes nuisibles.

À l'heure actuelle, seule une douzaine de municipalités au Québec restreignent ou interdisent l'usage de pesticides et la plupart d'entre elles sont situées dans la région de Montréal.

Des petits trucs plutôt coûteux «pour faire économiser»

Sherbrooke (GF)

Un Sherbrookoise sollicite présentement les consommateurs en vue de leur vendre des conseils sur l'entretien des automobiles et le choix d'un système de son.

C'est par l'entremise d'une publicité dans le journal que Roland Salois, de la rue Dorval, à Sherbrooke, compte recruter sa clientèle. Le texte de sa publicité est peu explicite. Il y est fait mention de la compagnie Truc 2000 qui peut dire «comment économiser de 300 \$ à 500 \$ de réparation sur votre auto avec Truc 2000» pour 16,95 \$. Pour une somme identique, Truc 2000 peut également dire «comment acheter un système de son et être sûr que c'est le bon». Les deux guides peuvent être obtenus pour la somme de 29,95 \$, payable à l'avance, par mandat-poste.

En entrevue à son domicile, M. Salois explique avoir mis par écrit des conseils d'ordre pratique permettant aux automobilistes d'éviter les risques de panne les plus courants. Souvent, dit-il, il s'agit de détails mais, lorsqu'ils sont respectés, ils peuvent éviter des factures importantes.

De même, soutient-il, il a compilé diverses informations guidant les consommateurs dans leur choix d'un système de son et dans son installation.

Ce sont ces informations que Truc 2000 veut vendre. Les deux guides en question n'ont pu être inspectés par le journaliste. Il s'agit de documents composés de cinq ou de six pages dactylographiées, dans un cas, et de quatre à cinq pages, dans l'autre cas.

«Ce sont des détails faciles à comprendre et fort simples mais ce sont souvent les idées les plus simples qui sont les plus importantes...

C'est du matériel original», assure M. Salois qui dit être connu, à Sherbrooke, à cause de jobs antérieurs dans les secteurs de l'hôtellerie et la vente.

Il dit avoir commencé sa publicité vers le 12 mai. A venir jusqu'à maintenant, personne n'aurait répondu à son offre. Il s'attend à recevoir les premières commandes dès cette semaine. Il songe même à s'étendre rapidement à la région montréalaise.

À l'Office de la protection du consommateur (OPC), on apprend que M. Salois ou Truc 2000 n'a pas déposé de caution. Il ne peut donc pas légalement demander aux consommateurs de payer à l'avance. La règle de prudence est de rigueur. Une autre raison de ne pas payer à l'avance est que, dans sa publicité, Truc 2000 ne prévoit aucun mécanisme de remboursement si le produit n'est pas à la hauteur des attentes des consommateurs.

LA QUOTIDIENNE 873-9680

La Tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué., Tél.: 564-5450, 51K 2X8

Téléphones:
Petites annonces: 564-0999
Publicité: 564-5450
Rédaction: 564-5454
Abonnements: 564-5466

Journal quotidien publié à Sherbrooke par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc. (division La Tribune)

Livraison à domicile:
— Camélot et camélot motorisés
Prix de vente suggéré incluant T.P.S. payée par le camélot: \$3.43
Taux de vente du Québec: \$2.77
Coût à l'abonné: \$3.65

ENVOI DE PUBLICATION: Enregistrement No 1539

Abonnement par la poste au Canada, sauf endroits desservis par camélot et camélot motorisés.
TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$255.00, TPS \$17.85, TVA \$17.74 = \$290.59
6 mois \$140.00, TPS \$ 9.80, TVA \$ 9.74 = \$159.54
3 mois \$ 80.00, TPS \$ 5.60, TVA \$ 5.56 = \$ 91.16
1 mois \$ 50.00, TPS \$ 3.50, TVA \$ 3.48 = \$ 56.98

HORS DE NOTRE TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$310.00, TPS \$21.70, TVA \$21.56 = \$353.26
6 mois \$185.00, TPS \$12.95, TVA \$12.87 = \$210.82
3 mois \$110.00, TPS \$ 7.70, TVA \$ 7.65 = \$125.35
1 mois \$ 55.00, TPS \$ 3.85, TVA \$ 3.83 = \$ 62.68

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS
1 an \$700.00, 6 MOIS \$410.00, 3 MOIS \$265.00, 1 MOIS \$150.00

«La Tribune» est sociétaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

RÉSULTATS
Tirage du 94-05-24

5	11	13	19	23
26	27	31	36	37
49	52	54	56	57
59	60	65	67	68

Prochain tirage: 94-05-25
T.V.A. le réseau des tirages
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Prévisions à long terme pour Sherbrooke

Source: Environnement Canada

Aujourd'hui	Ce soir	Jeudi	Vendredi	Samedi
PLUIE	PLUIE	PLUIE	PLUIE	PLUIE
max 18	min 5	max 15	3/15	5/18

Dans le monde

Aujourd'hui

Min.	Max.	Londres	11 14
Bruzelles	08 18	Los Angeles	15 24
Le Caire	20 34	Madrid	14 23
Chicago	14 26	Miami	22 17
Copenhague	09 13	New York	16 33
Francofort	09 19	Oso	07 17
Genève	14 19	Paris	12 18
Helsinki	04 10	San Francisco	10 23
Jérusalem	17 29		

INDEX

Arts:	C-5	Éditorial:	A-6
Bandes dessinées:	B-3	Horoscope:	B-3
Carrières, professions	D-2	Messier en liberté:	B-3
Chez nous:	B-1	Petites annonces:	D-2
Décès:	D-7	Sports:	C-1
Économie:	D-1	Vivre:	B-9

Actualité en bref

Service de transport adapté à Saint-Élie?

Saint-Élie-d'Orford - Un sous-comité de la Table régionale sur le transport adapté de l'Estrie procède actuellement à une étude des besoins de la population face à un service de transport adapté à Saint-Élie-d'Orford.

Pour le moment, le sous-comité formé de l'Office des personnes handicapées du Québec, du Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain (RUTASM) et du CLSC SOC, a pour objectif d'inventorier le nombre de personnes handicapées et intellectuelles avec des limitations sévères sur le plan de la mobilité qui peuvent nécessiter un transport adapté.

Les personnes désireuses de savoir si elles seraient éligibles au transport adapté peuvent entrer en contact avec France Croteau, du RUTASM, ou Paul Pronovost, du CLSC SOC.

Colloque sur l'action communautaire

Sherbrooke (GF) - Environ 300 intervenants en action communautaire se réuniront à l'Université de Sherbrooke, demain, vendredi et samedi, dans le cadre du 4^e colloque biennal du Regroupement québécois des intervenants en action communautaire en CLSC.

L'événement se tient cette année sous le thème «Au cœur des changements sociaux: les communautés et leurs pouvoirs». Il abordera la problématique de l'impact sur les communautés locales des nombreux changements en voie de s'opérer dans la société. Ces changements se traduisent par des réorganisations administratives au niveau municipal et socio-sanitaire qui se veulent porteuses de nouvelles formes de décentralisation.

Au cours de ce colloque, les participants (des intervenants en action communautaire, des représentants d'organismes communautaires, des universitaires et des représentants de MRC) se verront proposer des ateliers et des conférences-débats.

Le colloque s'ouvrira sur un débat mené par un panel composé notamment de Mgr Bertrand Blanchet, archevêque de Rimouski, et de Diane Gabrielle Tremblay, économiste et professeure à Téléuniversité.

Accusé d'agression sexuelle sur une fillette de 10 ans

Sherbrooke (psj) - Arsène Roy, âgé de 64 ans, de Fleurimont, a comparu hier devant le juge Gérard Desmarais, de la Cour du Québec, pour répondre à des accusations de séquestration et d'agression sexuelle à l'endroit d'une fillette de 10 ans, dimanche matin, dans le quartier est de Sherbrooke.

Assisté du défenseur Jean-Marc Bénéard, Roy a plaidé non coupable aux accusations reprochées. Détenu depuis le jour de son arrestation, l'accusé devra passer au moins une nuit derrière les barreaux car le procureur Charles Crépeau n'entend pas le laisser filer comme un courant d'air.

L'enquête en détention sera débattue aujourd'hui.

Dimanche matin, dans un dépanneur de la rue Galt Est s'était rendue la victime pour vendre des bouteilles vides qu'elle ramasse habituellement dans un parc.

Le commerçant a demandé à la fillette d'aller jeter dans un conteneur les bouteilles non consignées.

C'est près du conteneur que l'accusé a abordé la fillette pour la convaincre par divers moyens, notamment le cadeau d'un chat, de venir à son domicile.

À cet endroit, il n'y avait pas de chat mais l'accusé a plutôt profité de la situation pour agresser la fillette en commettant divers attouchements sur son corps.

Une fois libérée, elle est rentrée chez elle pour tout raconter à ses parents.

L'accusé a été appréhendé peu de temps après l'enregistrement de la plainte à la Police municipale de Sherbrooke.

Le détective Alain Lévesque s'est vu confier la responsabilité de l'enquête.

Déjà fort connu des policiers pour divers délits lui ayant valu de quelques jours à neuf mois de prison ces dernières années, Roy n'a pas d'antécédent en matière sexuelle.

Une centaine de personnes se déplacent pour la séance d'information sur le «phénomène» Wal-Mart

La curiosité plutôt que la crainte

Gilles FISETTE Sherbrooke

La curiosité davantage que la peur de ce nouveau concurrent semble avoir motivé une centaine de personnes à assister, hier soir, à la séance d'information sur le «phénomène» Wal-Mart organisée par La Chambre de commerce de la région sherbrookoise, à la demande de membres.

C'est du moins l'impression que laissent les propos des deux conférenciers, Gilles Lajoie et Gilles D. Robert, journalistes au Journal des Affaires, de Montréal.

C'est par curiosité que Stéphane Rousseau assistait à cette soirée. Employé au Club Price - il était en compagnie de nombreux collègues -, il se dit intéressé à mieux connaître ce géant du commerce du détail, qu'est Wal-Mart avec ses 65 milliards \$ U.S. de ventes en 1994.

«Mais on se crée un peu un mythe avec cela. Comme on en faisait un avec l'arrivée du Club Price... À mon avis Wal-Mart ne dérangera pas tant qu'on ça...», estime-t-il.

Louis Robert est commerçant. Il possède un commerce de fournitures, J.A. Robert Inc. Wal-Mart ne vend pas de fournitures. Il n'est donc pas un concurrent. Si Louis Robert assistait à cette séance d'information, c'est à titre d'étudiant. Il complète présentement un MBA. Les dessous et dessus d'une très grande entreprise l'intéressent donc beaucoup.

Un peu plus loin, Denis Fournier ne se sent également pas menacé par Wal-Mart. Assistant directeur chez Sears, M. Fournier est d'avis que Sears a déjà appris à composer avec Wal-Mart aux États-Unis. Il en sera de même au Canada. Mais, avoue-t-il, il est intéressé à mieux connaître ce nouveau joueur dans l'échiquier sherbrookoise.

José Longpré est vice-président des Restaurants McDonald de la région. Il est l'associé de Jos Scott. Il tire profit de l'arrivée du Wal-Mart puis, confirme-t-il, il ouvrira un McDonald dans ce commerce, le 5^e dans la région. Une quinzaine de personnes y dénicheront du travail.

Une bonne nouvelle

Daniel Fredette est propriétaire d'Electro Fredette. Il croit que l'achalandage créé par Wal-Mart profitera à son commerce situé dans les environs immédiats. Wal-Mart, pour lui, c'est donc une bonne nouvelle.

En fait, des personnes interro-

gées, seul Gérard Laflamme, quincaillier, pourrait penser être perturbé par l'arrivée de ce géant. Mais, dit-il, il sait que son commerce peut compter sur des avantages que lui procurent son comptoir de serrurier

et son comptoir postal.

«Je vais également garder des lignes exclusives... Je n'ai donc pas nécessairement peur de ce qui risque d'arriver...»

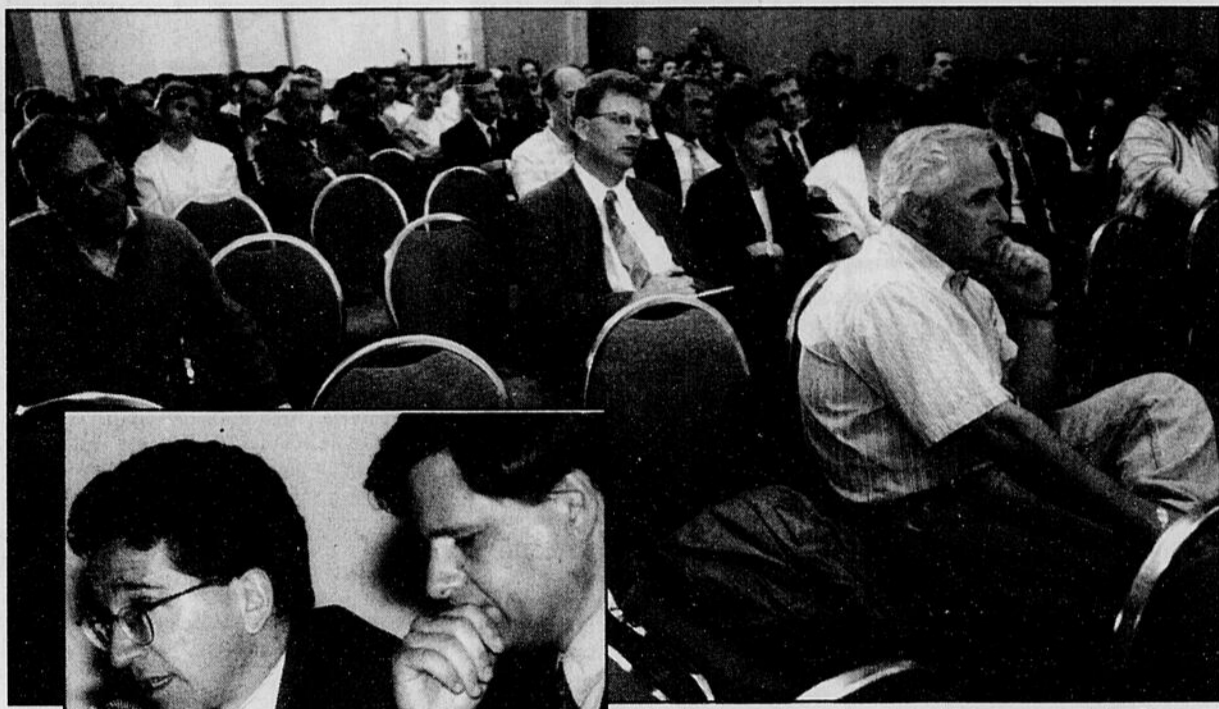
Une grosse aventure commerciale

Dans leurs propos, les deux conférenciers n'ont pas caché que Wal-Mart était «la plus grosse aventure commerciale» jamais vécue au Canada. Wal-Mart est un leader non

seulement par sa taille mais aussi par ses méthodes de gestion. Ils ont mis en relief quelques talons d'Achille (Wal-Mart connaît peu la culture québécoise; il offre surtout des produits bas et moyen de gamme...)

Selon eux, l'arrivée d'un Wal-Mart profite même aux autres commerces s'ils savent s'adapter à la nouvelle réalité.

«Dans les premières semaines, vous allez remarquer une baisse du chiffre d'affaires de votre commerce. L'effet de nouveauté et une puissante campagne de promotion se feront sentir. Mais il ne faut pas paniquer. Les choses se rétabliront, même que certains constateront une hausse de leurs chiffres d'affaires par la suite puisqu'ils profiteront de l'achalandage créé par Wal-Mart», a expliqué M. Robert.



Téléphoto, par Claude Croisetière
Les deux journalistes Gilles Lajoie et Gilles D. Robert (photo de gauche) ont expliqué le «phénomène» Wal-Mart à une centaine de commerçants de la région de Sherbrooke venus surtout par curiosité, affirment ces derniers.

Wal-Mart est là pour rester, avertissent les deux conférenciers

Sherbrooke (GF)

Avec Wal-Mart, il y a une bonne et une mauvaise nouvelle, ont lancé, en entrée de matière, les deux conférenciers invités par la Chambre de commerce de la région sherbrookoise à parler du phénomène Wal-Mart. Gilles Lajoie et Gilles D. Robert, tous deux journalistes au Journal des Affaires.

Ainsi, a expliqué M. Lajoie, la bonne nouvelle, c'est qu'il y a présentement une reprise de la consommation. Les ventes au détail sont à la hausse. L'arrivée d'un nouveau joueur de cette taille aura donc moins d'impact que si la récession sévissait toujours.

La mauvaise nouvelle, a pour-

suivi M. Lajoie, c'est que Wal-Mart est là pour rester. Il faudra donc composer avec cette nouvelle réalité.

Devant un auditoire attentif, les deux conférenciers n'ont pas négligé les détails pour faire comprendre l'importance du «phénomène» Wal-Mart, une entreprise qui possède son propre satellite et ses propres systèmes de communication afin de donner à ses gestionnaires toutes les informations à jour nécessaires pour bien gérer chaque commerce.

Ainsi, ont-ils indiqué, les directeurs de magasins peuvent réunir leurs employés, à chaque matin, et leur livrer avec précision le volume des ventes de la veille, les comparaisons avec la semaine précédente et l'année précédente ainsi que les produits qui marchent moins ou davantage. À chaque vente, les données

entrées par ordinateur permettent une tenue à jour des inventaires. Chez Wal-Mart, les tablettes sont toujours pleines. Les stocks des produits en vente à rabais ne seront jamais épuisés.

Wal-Mart, ont-ils souligné, c'est donc une technologie avancée. C'est aussi une philosophie, voire une religion. Le sentiment d'appartenance des employés est très développé. Les employés ont accès à un programme d'acquisition d'actions qui permet de renforcer ces liens d'appartenance.

Pour faire face à cette concurrence, les deux journalistes ont proposé aux commerçants de former des groupes d'achat, d'impliquer encore davantage leurs employés et de trouver des produits et des services où ils se démarquent de Wal-Mart.

Abandon du projet de récréathèque

Sherbrooke

Le projet de récréathèque de 12 millions \$ dans le centre commercial Le Marché des Grands-Fourches, à Sherbrooke, est mort.

C'est ce qu'a rapporté hier la station de radio CHLT, tout en livrant les commentaires du conseiller municipal Serge Paquin, selon qui l'homme d'affaires Jacques-André Thibault n'a jamais vraiment eu l'intention de réaliser cet investissement.

M. Thibault, qui avait dévoilé son projet en février dernier, avait déposé l'automne dernier une offre d'achat de 3 millions \$ sur ce immeuble, qui était valide jusqu'en juillet.

Il avait fait part à l'origine d'un projet de récréathèque où on aurait retrouvé notamment six salles de cinéma, des allées de quilles, une salle de danse, une discothèque, un restaurant, etc.

La Ville de Sherbrooke possédait une option d'achat en deuxième rang sur le centre commercial pratiquement désert, où elle souhaitait installer un pavillon universitaire.

Elle a retiré celle-ci il y a quelques semaines à la suite du rejet du projet de pavillon universitaire par l'Université de Sherbrooke.

Malavoy veut un débat tout de suite avec son adversaire

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

Candidate pour le Parti québécois dans le comté de Sherbrooke, Marie Malavoy se dit prête à affronter son adversaire dans un débat public. Mais Gilles Lapointe, choisi la semaine dernière pour porter la bannière libérale, ne voit pas d'intérêt à participer à ce genre d'exercice.

Interrogée par La Tribune à la suite de la convention libérale dans Sherbrooke la semaine dernière, Marie Malavoy a indiqué que contrairement à son adversaire, elle croyait que la lutte aura lieu comté par comté, avec des belligérants bien identifiés.

«C'est une lutte, a-t-elle avancé. J'ai été seule dans le décor et je suis contente d'avoir enfin un adversaire. On ne peut mener une campagne comme si on avait personne en face de soi. Les gens vont faire leur choix en fonction d'un parti mais aussi d'une personne.»

Quant à la tenue d'un débat public avec son adversaire qui promettrait des discussions musclées quelques minutes après son élection, Marie Malavoy dit souhaiter que le combat portera d'abord sur les idées.

«J'aime débattre des idées, a-t-elle avancé. Je suis prête de façon immédiate pour un débat public. Il ne faut pas avoir peur de défendre ses couleurs et j'ose croire qu'il y aura lieu de mettre un peu de sensibilité là-dedans. Les gens ont le droit de savoir comment on pense.»

Interrogé quant à la tenue d'un débat public, Gilles Lapointe n'y voit



Gilles Lapointe



Marie Malavoy

aucun avantage même s'il avoue ne pas s'être arrêté à la question pour l'instant.

«Ça fait des années que je sers des mains, a-t-il déclaré. Je n'ai pas besoin d'un débat pour me faire connaître. Je n'en vois pas une nécessité absolue, ce qui n'est pas évident pour mon adversaire. J'y penserais à deux fois. Il va y avoir une guerre à Sherbrooke entre Lapointe et mon adversaire, mais ça va se faire sur le terrain.»

Pas son choix

Pour des élections à l'été, Marie Malavoy n'est pas chaude à l'idée de tenir un scrutin en plein mois de juillet. Elle aurait de beaucoup préféré des élections dès ce printemps.

«Il faut être réaliste, a-t-elle répliqué. Une campagne électorale avant le mois d'août n'aurait pas de sens, en raison des vacances et de la période de déménagement. Les gens ont besoin que l'on respecte le mois de juillet. J'ai plutôt l'impression que nous serons en campagne en août pour des élections en septembre.»

VENTE ANNIVERSAIRE

22 POUR 1



DE 11 H À 19 H

LE VENDREDI 27 MAI

SUR TOUS LES SOUS-MARINS 6" ET 12".

SHERBROOKE • LENNOXVILLE • MAGOG



65574

- 1- Quelle importance les Estriens accordent-ils au développement de l'Université de Sherbrooke?
- 2- Y a-t-il un problème de leadership en Estrie? Qui devrait l'assumer?

Un sondage pour La TRIBUNE et CKSH-9 réalisé par le Groupe Everest

Mercredi et jeudi: 18h30 aux nouvelles de CKSH
Jeudi et vendredi: dans La Tribune

Une visite personnalisée au palais de justice

Accompagné d'un juge, un groupe du Centre Notre-Dame de l'Enfant se familiarise avec le fonctionnement du système judiciaire

Pierre SAINT-JACQUES Sherbrooke

Un groupe d'une quinzaine de personnes épanouies et souriantes a dégagé beaucoup de chaleur et d'intérêt sur son passage.

hier, dans les couloirs du palais de justice de Sherbrooke.

Une dizaine de femmes et d'hommes avec un handicap intellectuel, accompagnés d'un éducateur du Centre Notre-Dame de l'Enfant, d'intervenants sociaux de même que de membres du CAVAC

(Centre d'aide aux victimes d'acte criminel) dont la directrice, Mme Nicole Laroche, ont effectué une visite en règle du palais de justice de la rue King Ouest.

Il s'agissait pour les gens ayant un handicap intellectuel de se familiariser davantage avec le système judiciaire.

L'idée de cette visite a surgi lors d'une rencontre entre Me Michel Pinard, substitut du procureur général dans le district judiciaire de Saint-François, des travailleurs sociaux et des bénéficiaires du Centre Notre-Dame de l'Enfant.

«Je suis allé leur livrer le message suivant: ce n'est pas parce que tu as une déficience intellectuelle que tu n'es pas crédible devant la Cour; ce n'est pas parce que tu as une déficience intellectuelle que tu ne peux pas témoigner devant le tribunal; ce n'est pas parce que tu as une déficience intellectuelle que tu n'as pas de droits» a résumé Me Pinard.

Pour joindre la théorie à la pratique, quoi de mieux qu'un bon bain de Cour? Il suffisait d'ajouter la complexité de tous les concernés et celle de la magistrature.

À voir sur les visages de tous les visiteurs, l'intérêt, la curiosité, le bonheur d'apprendre et la considération démontrée à leur endroit,



Téléphoto, Jean Bourbonnière

Le juge coordonnateur Gérard Desmarais, de la Cour du Québec, s'est entretenu avec plus d'une quinzaine de visiteurs fort intéressés par ses propos au sujet du système judiciaire de même que des devoirs mais aussi des droits de chaque citoyen.

Mme Nicole Laroche, la directrice du CAVAC, a rappelé que la visite d'hier se déroulait quelques jours à peine avant la Semaine de l'intégration sociale, prévue du 30 mai au 5 juin, afin de promouvoir non seulement l'idée mais des gestes d'intégration de toutes les person-

nes ayant un handicap, que ce soit intellectuel, physique, visuel...

De toute façon, quand on y pense un peu, quelle société peut se permettre d'ignorer des trésors, des richesses humaines pour une question de préjugé ou d'enveloppe corporelle?

• Ordinateur
• Imprimante
• Périphérique
• Logiciel
• Fourmiture

SPÉCIAL DISQUETTE H.D. 3.5

formatées, quantité: 25

15⁵⁸\$

Services Informatiques B.D.G. inc.

Faites comme les plus grands Olivetti Epsom Fujitsu et les autres Confiez-nous le service de vos appareils!

VENTE • INSTALLATION • RÉSEAUTIQUE • RÉPARATION

1304, RUE KING OUEST, SHERBROOKE
822-2737 823-1538

Bacs de compostage: une ruée!

Steve BERGERON Sherbrooke

Les très attendus bacs de compostage distribués par le regroupement écologique Les amis de la terre vont débarquer à Sherbrooke ce samedi 28 mai, dans le stationnement du Centre Jean-Charles-Côté, au 555, rue des Grandes-Fourches. Le mot d'ordre: restons calmes!

«Toutes les personnes qui ont réservé un bac à compostage sont certaines d'en obtenir un. Elles ont de 8 h à 14 h pour venir le chercher. Rien ne sert de se présenter une demi-heure à l'avance», conclut-elle.

À la même occasion, le groupe écologique vendra des ballots de copeaux de bois à un dollar l'unité. «Pour que le compostage se déroule bien, il faut mélanger de façon équilibrée des matières vertes, comme des résidus de cuisine, avec des matières sèches.»

La population de Fleurimont recevra ses bacs le 4 juin, au Centre communautaire, de 8h à 12 h. On peut obtenir de plus amples renseignements à la ligne Compost, 565-2667.

Isabelle Marissal, coordonnatrice du projet, explique que la distribution des bacs à Ascot et à Rock Forest a failli coûter la vie aux Amis de la terre: le public, craignant une pénurie, s'est rué dès les premières heures de la distribution et une cohue infernale s'est ensuivie.

Jeep



Jeep Cherokee Sport 1994

- Moteur de 4 L et 190 cv
- Boîte automatique à 4 rapports
- 4 roues motrices Command-Trac
- Climatiseur
- Galerie de toit
- Radiocassette AM/FM stéréo
- Poutres protectrices dans les portes
- Volant inclinable
- Lave/essuie-glace arrière

Prix de location Clé d'Or **344[†]\$** Par mois 30 mois

OU

Prix d'achat **21 994*^{\$}**



Jeep YJ 'S' 1994

- Toit rigide
- Moteur de 2,5 L et 123 cv
- Boîte manuelle à cinq rapports
- 4 roues motrices Command-Trac
- Pneus tout terrain
- Radiocassette AM/FM stéréo
- Freins et direction assistés
- Moquette avant et arrière
- Sièges-baquets avec banquette AR

Prix de location Clé d'Or **294[†]\$** Par mois 30 mois

OU

Prix d'achat **14 994*^{\$}**

Eagle



Eagle Summit DL 1994

- Coussin gonflable côté conducteur
- Rétroviseurs extérieurs jumelés télécommandés
- Moteur de 1,5 L à injection
- Boîte manuelle à 5 rapports
- De la place pour 5 passagers
- Système d'échappement en acier inoxydable
- Dégivreur de glace arrière
- Freins assistés à l'avant
- Poutres protectrices dans les portes

9 494*^{\$}

VOYEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE JEEP ET EAGLE VOUS POUVEZ LUI FAIRE CONFIANCE.



*Remise du fabricant incluse. Transport. (Cherokee-670 \$, YJ-600 \$, Summit-415 \$) en sus. Immatriculation, taxes et assurances en sus. Offres d'une durée limitée. Détails chez le concessionnaire. †Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut. Terme de 30 mois, avec versement initial de (Cherokee-2 551 \$, YJ-1 092 \$) ou échange équivalent. Immatriculation, transport, assurances et taxes en sus. *Sous réserve de l'approbation de Chrysler Crédit Canada Ltée. Un dépôt de sécurité équivalent à un versement sera exigé. Location pour usage personnel. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 62 500 km, au taux de 6¢ le km. Offres d'une durée limitée. Détails chez le concessionnaire.

Du 23 au 31 mai 1994

GRANDE VENTE ESTIVALE

TISSUS HIBOISCHET INC.

IL FAUT FAIRE PLACE À DE NOUVEAUX ARRIVAGES

Tissus en vrac, .28^e l'once réduits à **22^c** l'once

ATTENTION! 10 lb et + **17^c** l'once

Tricot et coton uni, .28^e l'once réduits à **20^c** l'once

ATTENTION! 10 lb et + **15^c** l'once

Pièces en cubes coton, tricot, rayonne, imprimés

RÉDUCTION **15%** jusqu'à **30%**

NOS TISSUS AU MÈTRE **15%**

HIBOISCHET INC.
87, rue Main Ouest
Coaticook

Tél.: 849-4514

Profitez des rabais

MODÈLES BEAM

Super Silencieuse SMART BEAM

ASPIRATEUR CENTRAL (Modèle 355)

- Boyau 30 pi, contrôle arrêt/départ
- Crochet à boyau
- Ensemble d'accessoires
- Balai à air AD-115 pour tapis
- Ensemble de tubes droits en acier chromé

499^{\$}

Rég. 679^{\$}

ASPIR-O-MAX

4266, boul. Bourque
564-1084
Rock Forest

CENTRE DU DÉCOR

L.P. BROUSSEAU

17, rue Angus Sud
East Angus (Oué.)
JOB 110
Tél.: 882-2852

Prop. Mario Doyon

La Ville cherche une formule acceptable pour l'affichage

Denis DUFRESNE Sherbrooke

La Ville de Sherbrooke recherche toujours une solution définitive dans l'épineux dossier de l'affichage commercial temporaire et s'est alliée à la Chambre de commerce.

«Ce qu'on réglemente c'est le nombre d'enseignes, qu'elles soient

maintenir le dialogue avec l'administration municipale et entendre proposer d'ici la fin de l'été un projet de réglementation, après avoir étudié ce qui se fait dans d'autres villes.

De son côté, Gilles Veilleux dit ne pas s'attendre à ce qu'une nouvelle réglementation puisse être présentée au conseil municipal avant la fin de l'été.

Et les camions?

Pour ce qui est de la publicité «mobile», celle qui est installée sur des camionnettes un peu partout à Sherbrooke, le directeur général adjoint rappelle qu'elle est interdite.

La Ville, dit-il, s'apprête d'ailleurs à aller en appel d'un jugement où elle avait été déboutée, à la suite d'une poursuite contre un commerçant à l'automne.

«On a une dizaine de causes, les accusations sont déposées, on attend», explique-t-il.



Téléphoto par Claude Croisetière

La publicité «mobile» fleurit à Sherbrooke, même si elle est interdite.

temporaires ou permanentes, elles doivent répondre à des normes de sécurité. (...) On veut trouver un compromis entre ce que la population souhaite et ce que les commerçants veulent», explique le directeur général adjoint de la Ville, Gilles Veilleux.

En plus de comporter des normes précises en ce qui a trait à la hauteur, à la forme et à l'éclairage des enseignes, la réglementation actuelle vise un affichage plus sobre, susceptible d'améliorer la sécurité de la circulation routière et la qualité visuelle des rues, comme l'indique un dépliant explicatif distribué aux commerçants.

C'est donc dire que les enseignes avec lumières intermittentes, les banderoles, ou structures gonflables sont interdites.

«On vise à éviter des horreurs», mentionne M. Veilleux, en référence notamment à certains abus, qu'il s'agisse de panneaux lumineux sur roues, ou de camionnettes recouvertes d'enseignes publicitaires, qui d'ailleurs prolifèrent à Sherbrooke.

«Ce qui est permis, ce sont les enseignes permanentes dont le contenu peut changer», indique Gilles Veilleux.

Ce dernier donne en exemple l'affichage utilisé par certains restaurants (fixé au bâtiment), stations services ou commerces de végétaux (installé sur une structure autonome dans le stationnement), où le propriétaire peut annoncer des promotions spéciales, ou des rabais.

De son côté, l'Association des commerçants de Sherbrooke est plutôt amère face à ce dossier, estimant que la Ville a pratiquement toujours rejeté ses propositions en vue notamment de permettre l'affichage temporaire durant quatre périodes annuelles de deux semaines chacune.

Cependant, une trentaine de membres de cet organisme réunis la semaine dernière ont décidé de

Tournoi de golf au profit de la Fondation du CHUS

Sherbrooke

Le 4e omnium annuel de golf au profit de la Fondation du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke réunira 144 golfeurs samedi prochain 28 mai au Club de golf Milby. Placé sous la présidence d'honneur du docteur Yves Claprod, le tournoi permettra à la Fondation de se rapprocher de l'objectif de la campagne 94 fixé à 900 000 \$. Si tous les billets pour le golf sont vendus, il est encore possible de se procurer de réserver des places pour le souper. Réservations: 563-5555, poste 4555.

Gazonnière Les Arpents Verts de l'Estrie enr.
pour une qualité certaine

Félix Sigrist, propriétaire

Livraison sur commande ou achetez et emportez! pour un meilleur prix

155, Chemin Prévost, Compton (819) 835-9121

IMBATTABLES!

Macintosh LC 475 1595\$

Macintosh LC 575 2195\$

94% FINANCEMENT DISPONIBLE

Programme de rachat d'équipement!

Macintosh LC 475 4/80

- 68LC040, 25 MHz
- 4 Mo de mémoire vive
- Disque rigide interne de 80 Mo
- Moniteur 14" ColorPlus de Apple
- Entrée et sortie stéréo
- Clavier régulier et souris Mouse II
- ClarisWorks II ou Microsoft Works
- Garantie 1 an sur place pour l'ordinateur

Macintosh LC 575 4/160

- 68LC040, 33 MHz
- 4 Mo de mémoire vive
- Disque rigide interne de 160 Mo
- Moniteur Apple Trinitron couleur
- Entrée et sortie stéréo
- Clavier régulier et souris Mouse II
- ClarisWorks II ou Microsoft Works
- Garantie 1 an sur place pour l'ordinateur

Spéciaux Macboutique: le plus grand choix de logiciels!

M.Y.O.B. "Manage Your Own Business!" pour une meilleure gestion de votre comptabilité.

RAM Doubler Multipliez par 2 la mémoire vive de votre ordinateur avec RAM Doubler!

79\$ chacun MYOB ou RAM Doubler

Apple MICRO BOUTIQUE Sherbrooke 2445, rue King O. (819) 564-4644

Concessionnaire autorisé

GOOD YEAR

Aussi: Alignement Freins Suspension Silencieux

SERVICE DE PNEUS COMEAU INC.
133, rue Angus Sud East Angus
832-3928 832-3325

Tarif horaire: 28\$

Heures d'ouverture:
Lundi au mercredi: 8 h à 18 h
Jeudi, vendredi: 8 h à 20 h
Samedi: 8 h à 15 h

20% D'ESCOMPTE SUR LES PIÈCES

S4S Bande de roulement toutes saisons, gage d'achat économique.

CENTRE DE DIABÈTE MEDISENSE

Personnel qualifié en formation et une gamme complète de produits et d'information pour personnes vivant avec le diabète.

SPECIAL Companion 2 Ensemble complet pour vérifier la glycémie

29.99 avec remise-échange
69.99 sans échange

• Départ automatique • aucun nettoyage • compact et discret • satisfaction ou argent remis en 30 jours.

Jusqu'au 15 juin 1994

PHARMAPRIX

RAYMOND ELIAS

PLACE 1335 CLINIQUE MÉDICALE ROCK FOREST

1335, rue King Ouest Sherbrooke 822-3333

5180, boul. Bourque Rock Forest 864-6888

OUVERT 7 JOURS

VOUS AVEZ LE GOÛT D'UN CHANGEMENT HARMONIEUX...

MOS STYLISTES SONT TOUT DÉSIGNÉS

pour elle et lui

Kardie COIFFURE

2901, RUE GALT OUEST, SHERBROOKE
TÉL.: 563-3216 - 563-2019

VENTE D'ENTREPÔT chez **C.S. Brooks Springs Canada Inc.**

EN MAI ET JUIN

TEXMADE Wabasso SPRINGMAID

PRIX SPÉCIAUX SUR MARCHANDISE NO 1 IMPARFAITE

RABAIS JUSQU'À 60% sur le prix suggéré

Tissus à la verge - Ensembles de draps en percale - Ensembles de draps en flanellette 100% coton - Couvre-oreillers et beaucoup plus

Hôtel de ville de Magog

	MAI	JUIN
VEND. 9h à 8h	27	3
SAM. 9h à 4h	28	4
DIM. 10h à 4h	29	5

ENTRÉE PAR LA RUE MOORE

Éditorial

La Tribune

Raymond Tardif, Président et Éditeur

Jacques Pronovost, Rédacteur en chef

Roch Bilodeau, Éditorialiste en chef adjoint

Des vacances au Québec

Les vacances estivales approchant à grand pas, de nombreux Québécois en sont probablement déjà à planifier leurs activités, peut-être un voyage. Plusieurs critères entrent en jeu dans ce choix, mais pour le commun des mortels, la question des coûts demeure la plus importante, surtout dans le contexte économique actuel.



Roch BILODEAU

Or, selon les économistes de la CIBC, le dollar canadien pourrait plonger prochainement sous la barre des 70 cents US, alors qu'il valait 78 cents l'été dernier, et 84 cents, celui d'avant. Mis à part les bénéfices qu'en retireraient nos exportateurs, notre industrie touristique devrait, en principe, en profiter fortement, y compris celle de l'Estrie, bien entendu. Oui, car autant il sera coûteux pour les Québécois de séjourner aux États-Unis, autant il sera avantageux pour les Américains de nous rendre visite.

Et pourtant, on sait bien que nos voisins du Sud ont un climat plus clé-

ment et que leurs stations balnéaires sont attirantes. Voilà ce qui saute d'abord aux yeux. Il y a aussi notre réseau routier et sa signalisation, qui comptent parmi les pires du monde industrialisé.

Heureusement, on peut compter sur certains attraits indéniables, comme nos nombreux cours d'eau et nos montagnes, par exemple. Mais il y a surtout les excellentes initiatives qui ont vu le jour ces dernières années; la performance de notre région est d'ailleurs à souligner quand on pense notamment au développement du tourisme vert, aux pistes cyclables, aux multiples manifestations culturelles, etc.

Sauf qu'une impression tenace persiste chez les touristes québécois: celle de ne pas toujours en avoir pour leur argent au Québec. C'est injuste dans la plupart des cas, mais c'est comme ça. Notre industrie touristique ne peut donc rien prendre pour acquis. Elle n'a d'autre choix que d'offrir le meilleur rapport qualité-prix possible pour affronter la dure concurrence.

Les Québécois dépensent en effet des centaines de millions \$ aux États-Unis chaque année. Et le déficit touristique du Canada tourne autour de 8 milliards \$. Ce n'est pas normal. Et c'est la preuve que nous devons déployer toujours plus d'imagination et d'énergie à satisfaire les touristes, tout en misant sur des prix réalistes.

Il faut bien admettre, en effet, que les produits touristiques offerts chez nous ne valent pas toujours le prix qu'on en demande. Ceux qui exagèrent systématiquement finissent évidemment par disparaître. Mais les touristes qui ont été échaudés disparaissent, eux aussi, et parfois pour fort longtemps, sinon à jamais; et ils le font savoir autour d'eux. Bref, c'est toute l'industrie qui souffre des abus de quelques-uns.

La dépréciation du dollar canadien offre une merveilleuse occasion à notre monde du tourisme, particulièrement ici en Estrie, si près des États-Unis. L'occasion, non seulement de séduire les Américains mais surtout de s'assurer la fidélité des vacanciers québécois. Il faut la saisir.

POINT DE VUE

Accusations d'abus sexuels: un débat sérieux s'impose

L'auteure, une Sherbrookoise, dirige le Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS).

La diffusion d'un reportage au *Match de la vie* sur les fausses accusations d'abus sexuels dans un contexte de séparation ou de divorce soulève des questions cruciales. D'ailleurs, depuis quelque temps, les médias entre autre se sont attardés à dénoncer les excès du système de prise en charge des accusations d'abus sexuels.

Trois regroupements du Québec (le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale, le Regroupement québécois des CALACS-Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, ainsi que le Regroupement des équipes régionales ESPACE-programme de prévention des abus sexuels commis envers les enfants) se sont penchés sur cette controverse.

Nos groupes veulent rappeler qu'il est tout aussi dommageable de minimiser ces accusations. Ces deux pôles ont des effets néfastes notamment pour les enfants. Ces deux façons de faire témoignent de problèmes communs: le manque de connaissances, le manque de discernement, le manque de rigueur. Le traitement de ces dossiers est long, coûteux non seulement en argent mais surtout en souffrance humaine pour tous ceux et celles impliqués. Nous observons également un profond malaise de la part des personnes du domaine social et judiciaire qui ont à intervenir dans ce contexte.

Personne n'a la vérité!

Si nous sommes conscientes que des accusations d'abus sexuel dans un contexte matrimonial posent certaines difficultés, nous nous opposons à ce qu'une présomption de fausses allégations soit la règle qui guide les interventions sociojudiciaires. Personne n'est en mesure d'identifier le taux réel de «fausses accusations». La littérature sur la question indique qu'entre 4% à 7% des accusations d'abus sexuels seraient fausses. Lorsque ces accusations sont portées dans un contexte de séparation ou de divorce, certains auteurs avancent le chiffre de 90%; d'autres parlent de 50% de fausses accusations. Une intervention sérieuse s'impose pour les cas où il s'agit d'allégation fondée et même dans les cas où il y a des soupçons sur la véracité des plaintes. Dans les deux cas, c'est le bien-être des enfants qui est en jeu.

Attention aux théories

Personne ne peut ignorer que diverses tendances et des «variables» orientent les professionnels qui ont à intervenir dans ces dossiers. Ainsi, il a été démontré que le sexe du «client» et celui du «thérapeute» influencent le diagnostic et la tendance à confirmer ou non l'existence d'un abus sexuel.

Dans la même veine, bien des mères se retrouvent avec l'étiquette de «folle» dès que se présentent de telles situations. Sans exclure d'autres possibilités, la réalité la plus fréquente place les pères (ou des hommes qui font figure de père) dans le camp des agresseurs. Il était donc prévisible que les thèses pour faire face aux accusations d'abus sexuels concernent les mères qui portent ces accusations. Soyons prudents: n'oublions pas que les femmes dont les comportements qualifiés de «sain» aujourd'hui ont souvent été désignés comme «maladifs» dans le passé!

S'il est possible que certaines invoquent des abus sexuels dans le but de retirer au père l'accès à ses enfants, il est tout aussi plausible que les abus sexuels dévoient aux mères soient la raison fondamentale de la rupture du couple. Il est également probable que la rupture d'un couple, causée ou non par le dévoilement d'abus sexuels, aère le climat et redonne aux mères et aux enfants des moyens d'ouvrir ces questions douloureuses avec moins de contraintes. Il est aussi vraisemblable que des interventions abusives de la part des avocats des parties enveniment les relations et entravent la recherche de la vérité.

Un appel à la rigueur des experts

«(...)il n'y a pas de raccourcis faciles pour évaluer les abus sexuels chez les enfants. Les cliniciens ne devraient jamais procéder à l'évaluation d'allégations d'abus sexuels à moins de procéder à des examens complets de toutes les personnes concernées.» (Huard, M., Jodoin-Pilon, C.)

Une affirmation qui tombe sous le sens, mais qui pourtant semble être ignorée d'un certain nombre d'intervenants. Certaines expériences,



Diane Lemieux, du Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS)

qui deviennent malheureusement de plus en plus nombreuses, nous indiquent que ceux qui jouent un rôle d'expert dans ces dossiers font preuve d'un certain relâchement. Des experts véhiculent une analyse réductrice et transgressent les règles élémentaires d'une bonne expertise. Ce problème n'est pas exclusif aux instances judiciaires en matière familiale; le secteur criminel serait aussi affecté. Certains instruments utilisés suscitent une certaine controverse dans le milieu. C'est le cas des tests psychologiques par exemple qui peuvent apporter une information précieuse mais qui ont aussi des limites.

Les experts doivent tendre vers une grande objectivité. Or, le fait qu'ils soient associés à l'une ou l'autre des parties peut les inciter à faire valoir les aspects les plus favorables et négliger les éléments défavorables. Les corporations ou associations de professionnels doivent dégager des lignes de conduite inspirant la transparence et imposer des modèles empreints d'une très grande rigueur.

Le rôle des tribunaux

Le juge Pierre Michaud a récemment fait également le constat suivant: «(...)je dois vous le dire franchement, trop souvent, beaucoup trop souvent, les expertises, en matière de garde d'enfants ou de droit d'accès, nous laissent croire que la science se transforme selon qu'elle est appelée à servir la thèse de la demande ou celle de la défense. Trop souvent, l'expertise paraît en être une de complaisance dont l'unique but est d'appuyer le point de vue du client».

Plusieurs suggèrent des modifications substantielles du système actuel d'expertise psychosociale pour mieux répondre aux besoins des enfants et des familles. Certains recommandent qu'un seul expert soit nommé afin de procéder à l'évaluation de l'enfant et des parents. Il est même suggéré que le tribunal soit l'unique instance qui détermine de la pertinence d'une expertise et qu'il désigne lui-même l'expert. Chaque avenue comporte ses avantages et ses inconvénients. Mais toutes méritent d'être sérieusement étudiées.

Vers où aller?

Plusieurs acteurs sont concernés par ces questions. N'aurait-il pas lieu:

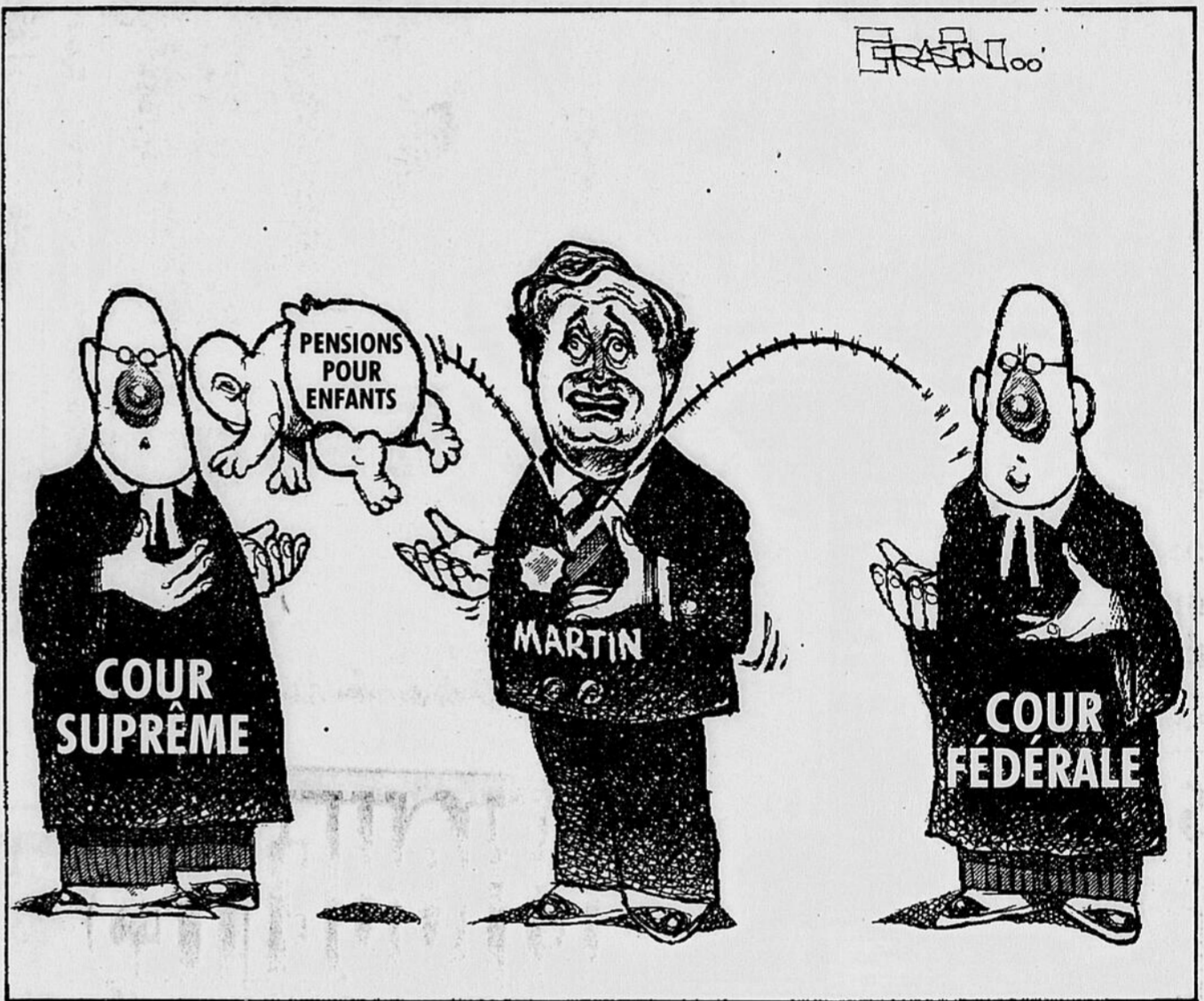
- de revoir les instruments et les approches utilisés lors des évaluations sociojudiciaires d'abus sexuels pour s'assurer de leur rigueur dans le but d'inclure toutes les informations permettant une vue d'ensemble de la situation?

- d'inciter les corporations et les associations de professionnels concernées (par exemple: travailleurs sociaux, psychologues, psychiatres) à discuter les méthodes actuelles et à encadrer sérieusement les pratiques des professionnels appelés à jouer un rôle d'expert?

- de remettre le cap sur la recherche du bien-être des enfants en revoyant les façons dont les experts sont appelés à intervenir dans des dossiers qui touchent la sécurité des enfants?

Alors que nos yeux sont tournés vers l'Année internationale de la Famille, il est temps que de part et d'autre nous décidions de traiter les accusations d'abus sexuels avec responsabilité, au-delà des clichés et des idées préconçues.

Diane LEMIEUX



TRIBUNE LIBRE

Pensions alimentaires

Je trouve cela admirable qu'une avocate fasse jurisprudence dans une cause telle que les pensions alimentaires. Elles ne seront plus imposables.

Mais l'équité pour toutes les femmes est-elle?

Dans ce cas, Monsieur fait un bon salaire, la pension est déductible de son impôt; par contre, Madame qui fait un bon salaire, ne veut plus payer d'impôt sur son revenu de pension alimentaire. C'est élémentaire, mon cher Watson...

Maintenant, supposons que Madame reçoit du service social et une maigre pension alimentaire; elle ne paie certes pas d'impôt mais sa pension est enlevée à la base de son seul revenu et en totalité.

Est-ce que la nourriture pour sa famille coûte moins cher? Les vêtements gratuits? Que ses enfants ont moins de besoins intellectuels pour se développer: sport, musique, etc?

Voyons maintenant Madame ne payant plus d'impôt sur sa pension et le gouvernement l'enlever directement de son salaire. Cela m'apparaîtrait plus équitable. Mais il y a l'alpha (riche) et l'oméga (pauvre).

Lise FORGUES
Sherbrooke

Semer la beauté...

M. Raymond Tardif,
éditeur

Permettez-moi de profiter de votre journal pour exprimer toute notre reconnaissance à l'Harmonie des jeunes de l'école Montcalm pour la présentation d'un concert fort réussi donné le 4 mai dernier à la salle Notre-Dame de l'Assomption.

Sous la direction de M. Jean-Marie Roux, ces talentueux musiciens ont égayé, de façon merveilleuse un fête de bénévoles du Réseau d'Ami(e)s de Sherbrooke et des Environs inc.

L'échange avec ces jeunes nous a permis de constater qu'une relève

dynamique et enthousiaste se prépare à semer de la beauté en différentes tonalités pour bien des années à venir.

Bravo et merci à chacun de vous, professeurs, musiciens, bénévoles et accompagnateurs! Grâce à vous, la tristesse des jours de grande solitude fera place à une période de sérénité aux doux accents de l'amitié et de la solidarité.

Très sincèrement.

Julienne Saint-Sauveur
Coordinatrice du Réseau d'Ami(e)s de Sherbrooke et des Environs inc.

Inoubliable!

La Grande randonnée cycliste de l'Estrie demeurera pour moi un événement inoubliable.

Quelle belle fête de la paix et du silence. Quelle belle organisation. Il a même fait beau et j'ai vu mon prof, ma mère, mon voisin, tous en vélo qui fêtaient comme moi, la joie

d'être en vie et d'être libre.

Merci aux organisateurs. Essayez de ne pas trop augmenter le prix de l'événement s'il-vous-plait.

Thierry PINET
Sherbrooke

QUESTION DU JOUR

Avez-vous remarqué la présence du pollen cette année?



Noëlla Arel, Richmond: «Oui. Même si je ne suis pas allergique au pollen, je trouve qu'il y en a moins cette année.»



Josée Perreault, Saint-Adrien: «Non, pas plus que les autres années.»



Mélanie Lemelin, Sherbrooke: «Oui, cela me fait éternuer. Il y en a beaucoup sur les voitures.»



Clément Inkel, Sherbrooke: «Non, pas du tout. Je ne trouve pas qu'il y en a plus que d'habitude.»



Carmen Pomerleau, Fleurimont: «J'ai remarqué qu'il y en avait, comme tous les printemps, mais pas plus que d'habitude.»

ADMINISTRATION

Raymond Tardif
Président et éditeur

RÉDACTION

Jean-Guy Farah
Vice-président
Finances et administration

RÉDACTION

Jacques Pronovost
Rédacteur en chef

PUBLICITÉ

Stéphane Lavallée
Directeur de l'information

PUBLICITÉ

Gilles Boisjoly
Directeur

PRODUCTION

François Fouquet
Directeur adjoint

PRODUCTION

Daniel Gauthier
Directeur

COMPTABILITÉ

André Roberge
Contrôleur et
adjoint au directeur

COMPTABILITÉ

André Corriveau
Contrôleur

TIRAGE

Julienne Poulin
Gérante du crédit

TIRAGE

Pierre Dubois
Directeur

TIRAGE

André Custeau
Adjoint au directeur

Les élèves de l'École St-Antoine veulent s'ouvrir sur le monde

Steve BERGERON Sherbrooke

Cette semaine, les élèves de l'école Saint-Antoine de Lennoxville prennent la place de leurs professeurs. Comment? En inculquant quelques notions de géographie à leurs parents, amis, et à tous ceux qui visiteront les expositions du Salon international de l'école.

Depuis la rentrée, les élèves ont consacré beaucoup de temps à scruter la mappemonde et à fouiller force encyclopédies pour mieux connaître cette terre qui les fascine. Le Salon international est le couronnement de nombreuses heures de travail.

Ce projet entre dans le programme d'éducation internationale de l'école Saint-Antoine, qui veut ainsi créer une ouverture sur le monde. Jusqu'à vendredi, chaque classe présente une exposition soit sur un pays spécifique, soit sur plusieurs pays.

Un pays peu connu

Hier, c'était le Salon de l'Uruguay, préparé par la classe de Lorraine Arès-Thibault (4e et 5e primaire). Dès la rentrée, les élèves ont eu à se familiariser avec ce pays, à travers une foule d'activités.

«Ce fut tout un défi pour eux, mentionne le professeur, car l'Uruguay est un pays pratiquement inconnu, et la documentation à son sujet est rare.» Bien sûr, Lorraine connaissait bien le pays. Elle a pu apporter des objets typiques et des photos, en plus d'organiser une rencontre avec une Uruguayenne qui vit ici.

Le chemin parcouru depuis septembre est donc étonnant, si on considère que la majorité des élèves ne con-

naissent même pas l'existence du pays! «Impossible de ne pas apprendre quelque chose», disent les parents. Par exemple, saviez-vous que l'Uruguay est le plus petit pays d'Amérique du Sud et que son nom signifie «rivière des oiseaux qui chantent»?

Mais les créateurs de l'exposition sont ceux qui retiennent le plus. «Ce qui m'a le plus étonné, c'est de voir qu'à Noël, les Uruguayens mettent de la neige artificielle», dit Marc-Antoine. Geneviève, elle, a trouvé drôle que dans un si petit pays, on retrouve le plus grand stade de football au monde. Quant à Véronique, elle a été surprise de voir la richesse des habitants de la capitale, Montevideo, à côté de la pauvreté des ruraux.

Les élèves, en équipes de deux ou

trois, font un portrait exhaustif (avec un aide-mémoire jamais bien loin) de l'aspect du pays qu'ils ont approfondi. Aucun n'est négligé, de l'économie au climat, en passant par les coutumes des habitants, l'histoire et la religion. Tous ont appris quelques rudiments de la langue officielle.

Aujourd'hui, dès 9 h, c'est au tour des 3e primaire de présenter la Hollande, avec notamment des tulipes, des sabots et du fromage. Demain, les 5e primaire feront découvrir le Brésil aux visiteurs. Les élèves de 6e primaire montrent aussi leurs travaux sur plus de 40 pays. Il y a aussi des expositions permanentes sur la Chine, l'Espagne, l'Angleterre et la Grèce. Un spectacle de danses chinoises et grecques clôturera la semaine, vendredi, à 13 h.



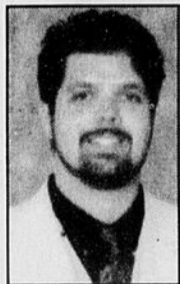
Téléphoto par Claude Paulin

Marie-Claude et Amélie montrent à leurs camarades une boisson uruguayenne qui ressemble beaucoup au thé : le maté.

Stéphan Roy congédié de CKMF après avoir parlé de son arrestation

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

Stéphan Roy, animateur de radio bien connu à Sherbrooke, vient d'être congédié par la station CKMF de Montréal. Il soutient que la direction a agi ainsi parce qu'il a relaté en ondes son arrestation par des agents des peacekeepers sur la réserve de Kanawake.



Il y a environ un mois, Stéphan Roy était appréhendé par un peacekeeper, pratiquement au même endroit où un septuagénaire de Compton, Clément Ouellet, a été arrêté et malmené. En raison d'un précédent billet d'infraction non payé, l'agent de la paix voulait le forcer à le suivre jusqu'au poste de police.

Parce que les peacekeepers ne sont pas reconnus par le gouvernement du Québec, Stéphan Roy dit avoir refusé d'obtempérer. Après avoir obtenu du renfort de quatre autres patrouilleurs, le peacekeeper l'aurait tiré de son véhicule par le bras, pendant qu'un autre agent de la paix le tenait en joue avec son revolver.

Selon Stéphan Roy, il a par la suite été fouillé, menotté et conduit au poste de police où on lui a offert de régler ses contraventions pour un montant de 224 \$, ou de passer la nuit en prison. Il a réglé la note qui s'élevait à 300 \$ en y ajoutant le remorquage de son véhicule.

«Ces gens-là, de raconter Stéphan Roy, ont leur loi et ils ne parlent qu'en anglais. J'en ai parlé sur les ondes à mon émission de la fin de semaine. J'ai été congédié sous prétexte que ce n'était pas de mon ressort de parler de ça, que je devais faire de l'animation seulement. Ils m'ont laissé entendre que j'étais barré à la grandeur du réseau et tout ça sans aucun avertissement. En dénonçant une injustice, j'ai été victime d'une autre.»

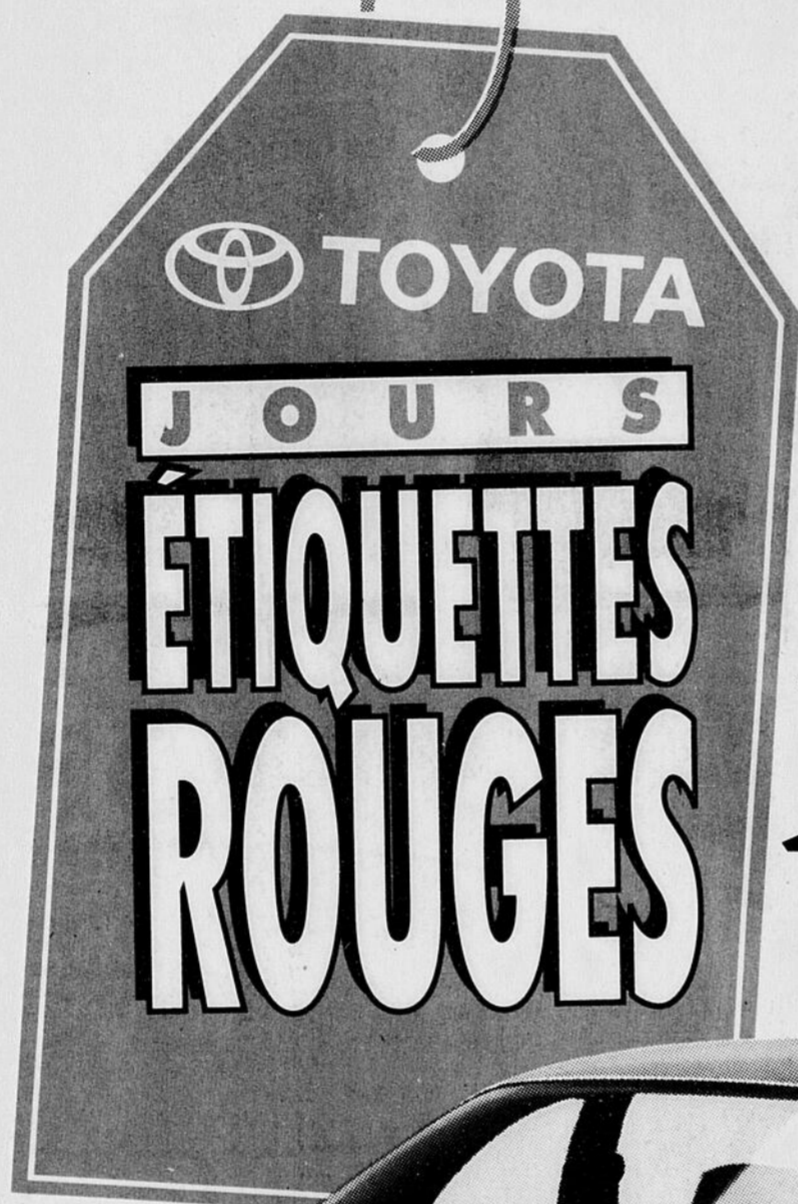
Âgé de 27 ans, Stéphan Roy était à l'emploi du réseau Radio-Mutuel depuis cinq ans. Son arrestation par les peacekeepers aurait eu lieu dans la nuit du dimanche 24 avril dernier, au moment où l'animateur regagnait son domicile de Saint-Constant. Il était à bord d'un véhicule identifié au nom de sa propre compagnie «Les productions et promotions Stéphan Roy».

Stéphan Roy est bien connu dans la région pour avoir roulé sa bosse à CJRS, CIMO, CFLX, CFIN et au réseau des Appalaches à Asbestos. Son émission, «Les week-ends du Roy», était diffusée les samedis et dimanches de 18h à minuit à la grandeur du réseau. En région, elle était retransmise par le biais de la station CIMO de Magog. Son contrat avec CKMF devait prendre fin au mois d'août.

«Sur les ondes, d'ajouter Stéphan Roy, je n'ai pas tenu de propos haineux envers les peacekeepers. Quand je suis allé rencontrer mon patron et qu'il m'a remis ma lettre de cessation d'emploi, je croyais que j'allais recevoir une promotion.»

Il a été impossible hier d'obtenir la version des peacekeepers. Les directeurs de CKMF, Charles Benoit et François L'Herbier, n'ont pas retourné les messages laissés à leur bureau.

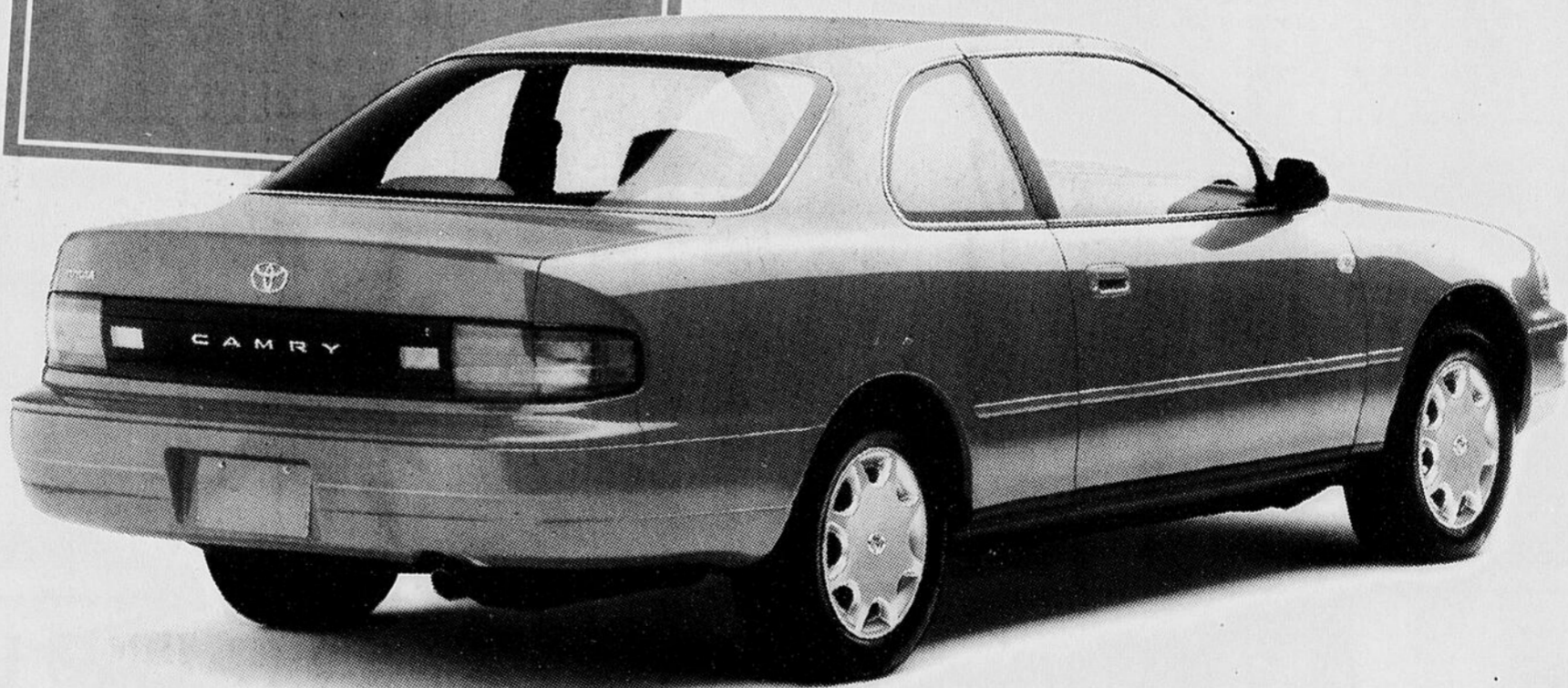
C'EST BRÛLANT!



Durant les JOURS ÉTIQUETTES ROUGES Toyota, vous pouvez louer un coupé Camry 1994 à partir de seulement :

279 \$ / mois.*

Basé sur un bail inconditionnel de 48 mois.



Ou économisez à l'achat d'une Tercel, Corolla, Celica, Paseo ou Camry avec

5,8 % † de financement illimité offert par le fabricant

Faites vite ! La promotion Étiquettes Rouges prend fin le 31 mai !



Profitez du programme de location Solution Toyota offert exclusivement par votre concessionnaire Toyota participant. Offres de location-bail sur approbation de crédit de Crédit Toyota valables uniquement pour les modèles 1993 et 1994 neufs vendus au détail aux clients admissibles. Offres de financement valables pour les modèles 1993 et 1994 neufs. *Baux de 12 à 48 mois offerts. Exemple : 12 500 \$ à un taux annuel de 5,8 %, soit des paiements mensuels de 292,42 \$ pendant 48 mois. Frais d'emprunt de 1 536,16 \$. Coût total du prêt de 14 036,16 \$. Frais d'immatriculation, d'assurance, taxes et frais de transport et de préparation (600 \$ maximum) en sus. † Pour un bail inconditionnel de 48 mois sur un coupé Camry avec boîte manuelle (SK 11CM) avec 2 600 \$ de comptant. Premier versement et dépôt de sécurité exigés au moment de la livraison. Baux de 24 et 36 mois également offerts. Coût total du bail de 16 317 \$ et option d'achat de 9 234,24 \$ en fonction d'un maximum de 96 000 km. Des frais de 10¢ le kilomètre supplémentaire seront calculés. Frais d'immatriculation, d'assurance et taxes en sus. Comprend un maximum total de 600 \$ de frais de transport et de préparation. Le concessionnaire peut offrir un bail à prix moindre. Offres valables jusqu'au 31 mai 1994. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour tous les détails.



Votre concessionnaire Toyota est fier de commanditer les Jeux olympiques spéciaux du Canada.



Un parcours-santé pour les aînés qui veulent garder la forme

Kathy NOËL Sherbrooke

Le Parc Montour, situé rue Murray et Chalifoux, près de l'église Saint-Jean Baptiste, pourrait bien devenir le théâtre de futures olympiades des aînés. Hier, y avait lieu l'inauguration officielle d'un Parcours-santé, sept stations d'exercice destinées aux personnes âgées qui désirent maintenir et améliorer leur forme physique.

C'est sous un soleil radieux que le maire Paul Gervais, accompagné du conseiller Michel Carrier, de Daniel Auger, de Kino-Québec ainsi que de John Leclerc, bénévole, a inauguré le premier parcours du genre à être installé dans un parc de la ville.

La Ville de Sherbrooke fait donc figure de pionnière avec ce projet ex-

périmental, fruit d'une consultation publique entamée en juin 1990 et à travers laquelle les citoyens des environs du parc ont exprimé le désir de voir apparaître de nouvelles installations récréatives pour les aînés.

Les installations qui pavent le Parcours-santé permettent de conserver souplesse, endurance et équilibre et de faire de l'exercice en toute sécurité. Trop de gens arrêtent d'être actifs dès qu'ils atteignent le troisième âge. Ils perdent ainsi graduellement leur autonomie et deviennent de plus en plus vulnérables. Considérant qu'il en coûte plus de 600 000 \$ par année en Estrie pour soigner des personnes âgées qui font des chutes, il devient plus que nécessaire de faire de la prévention.

«En s'occupant de nos aînés, on s'occupe aussi de nous», a souligné le maire Gervais, qui a aussi rappelé que

le quart de la population maintenant est âgé de 50 ans et plus. La Ville de Sherbrooke a investi une somme de 50 000 \$ dans ce projet, favorisant ainsi l'aménagement paysager, l'installation de bancs et d'une fontaine.

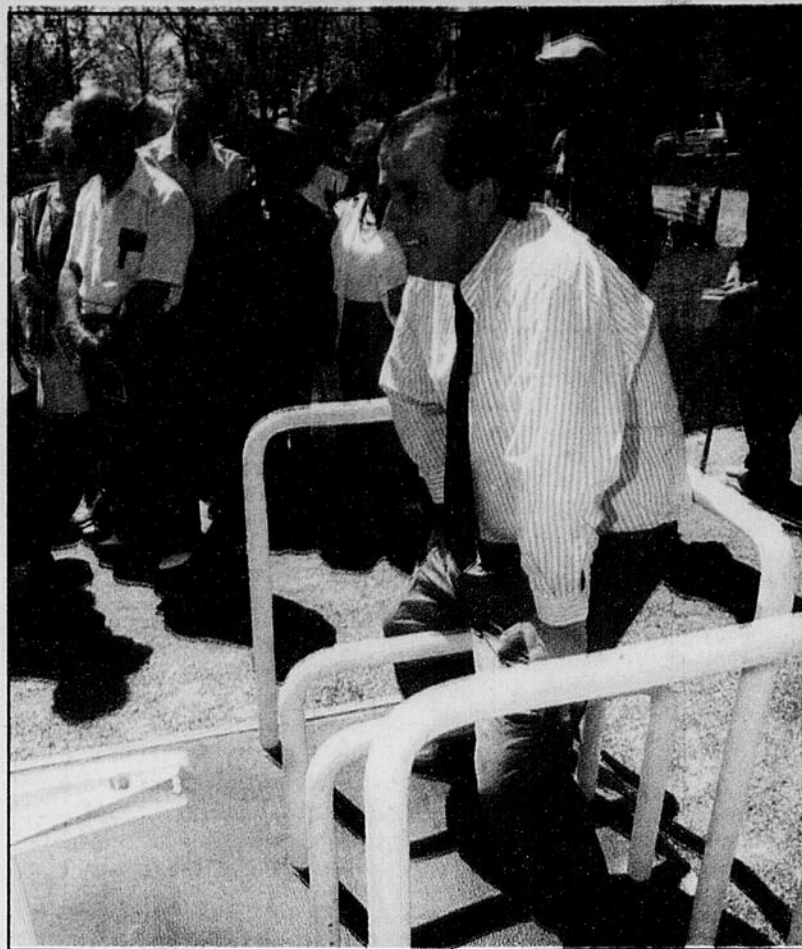
Daniel Auger, de Kino Québec, a semblé très heureux de l'accueil favorable réservé à ce projet par les aînés. «C'est un groupe d'âge qui n'a pas connu les cours d'éducation physique, ça ne fait donc pas toujours partie de leur culture. Un projet comme celui-là va peut-être les inciter à faire encore plus d'exercice», a-t-il mentionné.

«C'est merveilleux! Je vais être la plus heureuse des dames!», s'est exclamée Mme Leclerc, résidente du quartier. «En faisant faire de l'exercice à mes petits-enfants, je m'étais oubliée moi-même». De son côté, Paul Cliche, animateur du Club de l'âge d'or Notre-Dame du Rosaire, dans le quartier Ouest, est d'avis que le circuit permettra d'organiser des activités de groupe très intéressantes. «Ce sera bon pour

les gens qui ne marchent pas beaucoup», a-t-il dit.

On ne pouvait pas trouver meilleur contexte pour l'inauguration du Parcours-santé, puisque du 23 au 29 mai, se déroule la Semaine de l'âge d'or. Cet événement s'inscrit donc parmi les nombreuses activités qui se dérouleront jusqu'à dimanche. Plusieurs fêtes familiales seront organisées un peu partout, les activités visant surtout à rapprocher les générations.

La contribution sociale des aînés devient de plus en plus importante. Ils sont invités, au sein même de leurs organisations, à faire valoir leurs idées concernant les questions politiques, sociales et économiques de l'heure. «Il faut prendre notre place pour ne pas se la faire voler», mentionne Jacques Demers, président du Conseil régional de l'âge d'or. Il entend former une coalition avec d'autres organismes pour présenter des demandes au gouvernement dès le déclenchement de la campagne électorale.



Le maire Paul Gervais s'exécute à la chaise dynamique! Téléphoto, par Claude Croisetière

Carrières et professions

N.B. Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

PALMAR INC.

Pièces de camion, remorques et autobus recherche

COMMIS AUX PIÈCES

avec expérience pour combler un poste immédiatement. Possibilité d'avancement. Bon sens du service à la clientèle. Travail d'équipe.

Faire parvenir curriculum vitae à l'attention de:

ALAIN LEPAGE

Directeur des ventes
670, rue Lavigerie
Sherbrooke, Québec
J1G 2X2

65774

Un concessionnaire de voitures japonaises en région est à la recherche d'un:

MÉCANICIEN

Classe A ou B

Si ce poste vous intéresse, faites parvenir votre c.v. au:

CASIER 230
LA TRIBUNE
1950, RUE ROY
SHERBROOKE
J1K 2X8

65242

3 CONDUCTEURS OCCASIONNELS

Une entreprise de transport adapté est à la recherche de 3 conducteurs d'autobus occasionnels pour le territoire du M.R.C. Memphrémagog.

EXIGENCES:

Détenir un permis de conduire classe 2, avoir un minimum de 2 ans d'expérience comme conducteur d'autobus. Parler français et anglais. Une expérience de 2 ans et plus dans un travail similaire ou connexe serait un atout.

Les personnes possédant ces exigences devront nous faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard le 28 mai 1994 à l'adresse suivante:

Casier 228
La Tribune Inc.
1950, rue Roy
Sherbrooke, Québec
J1K 2X8

65771

Région de Sherbrooke

Une des plus grande compagnie de pneus au Québec est à la recherche d'un directeur ou d'une directrice pour une de ses succursales dans la région de Sherbrooke.

Les critères recherchés sont les suivants:

Débrouillardise
Compétence dans domaine du camionnage/automobile (domaine connexe)
Bilinguisme un atout
Aptitude dans les ordinateurs
Vente au comptoir
Belle personnalité
Entrepreneur

Une gamme complète d'avantages sociaux. Un salaire compétitif.

Si vous possédez tous ces critères, n'hésitez pas à faire parvenir votre résumé en toute confiance à:

La Tribune Inc.
Casier 227
1950, rue Roy
Sherbrooke, Québec
J1K 2X8

72331

IRVING

LES PÉTROLES IRVING INC.

Les Pétroles Irving inc. est une entreprise établie au Québec depuis 40 ans. Possédant un réseau de ventes au détail important incluant un réseau de dépanneurs en pleine croissance, elle est à la recherche d'un(e):

Locataire franchisé(e)

• Poste d'essence avec restaurant

Qualifications et exigences:

Le monde des affaires vous fascine et vous voulez relever le défi d'un milieu effervescent. Vous êtes une personne connue, respectée et impliquée dans divers secteurs d'activités de votre communauté. Une expérience de la gestion d'un commerce de détail est nécessaire et une expérience en restauration est souhaitable. La connaissance des activités pétrolières est un atout.

Mise de fonds nécessaire.

Lieu de travail:

Deauville

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 10 juin 1994 à:

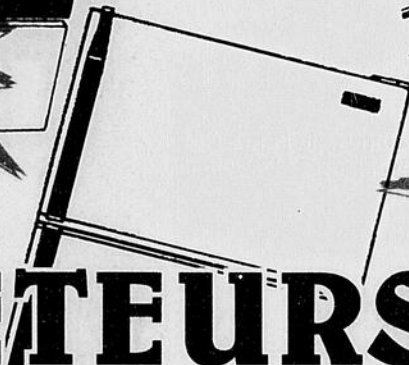
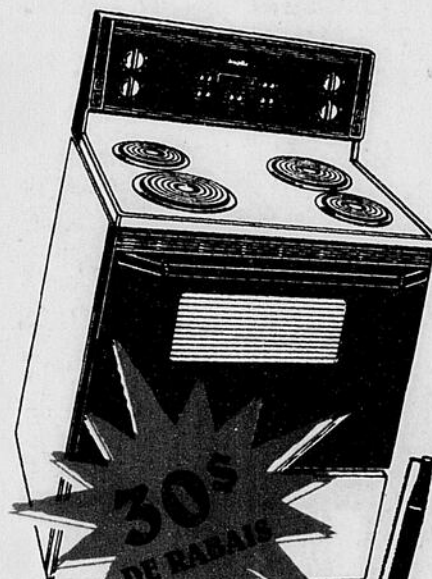
Les Pétroles Irving inc.
Monsieur Bernard Lamarche
3200 rue Notre-Dame
Case postale 758
Trois-Rivières (Québec)
G9A 5J9

L'entreprise participe au programme d'accès à l'égalité en emploi.

72365

MEUBLES SÉLECTION

Bureau & Bureau

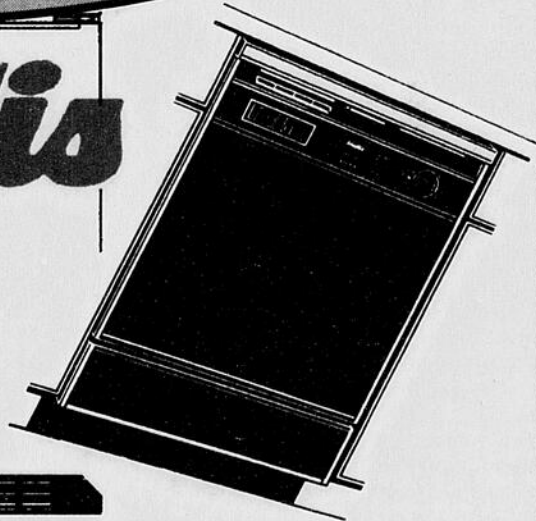


LES ACHETEURS AVISÉS PROFITENT

DES RABAIS DU MANUFACTURIER



Inqlis



OBTENEZ jusqu'à

175\$

DE RABAIS EN ARGENT COMPTANT

reçu par la poste

FAITES UN CHOIX ÉCLAIRÉ ET ÉCONOMISEZ avec **Inqlis**

POUR DU CHOIX, DU SERVICE ET UNE VALEUR EXCEPTIONNELLE, VENEZ CHEZ

MEUBLES SÉLECTION

Bureau & Bureau

600, RUE GALT OUEST, SHERBROOKE, 569-9585

56324